LE BOLCHEVIK 4

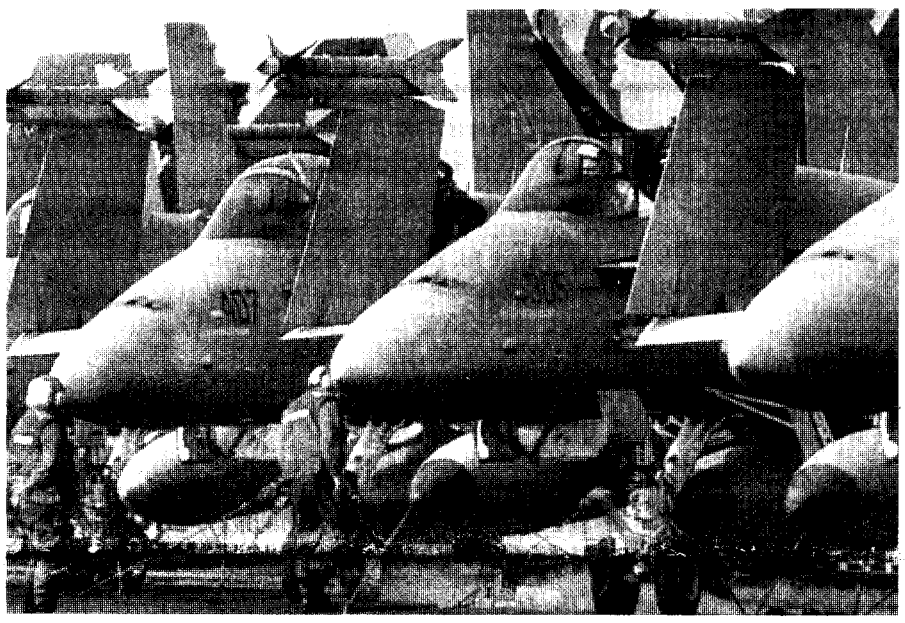
Printemps 1999

N° 149
5F

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Déclaration de la Ligue communiste internationale

Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière ! Défense de la Serbie !



Gamma

Emil Vas/Reuters

Les bombardements impérialistes sont faits pour terroriser la population serbe. De plus en plus, des cibles civiles sont régulièrement attaquées lors des raids aériens.

La guerre impérialiste contre la Serbie est déjà le conflit le plus important en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Après avoir pilonné la Serbie pendant des semaines avec des bombes et des missiles de croisière, les impérialistes occidentaux parlent de plus en plus d'une invasion à grande échelle de ce qui reste de la République yougoslave dominée par les Serbes. Les Balkans sont devenus encore une fois la poudrière de l'Europe, nous rapprochant un peu plus d'une nouvelle guerre mondiale. En tant qu'internationalistes prolétariens qui nous battons pour construire un parti mondial de la révolution socialiste, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) dit : ***Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière ! Défense de la Serbie contre l'attaque de l'OTAN et des USA ! A bas les sanctions économiques des Nations Unies ! Toutes les troupes de l'OTAN, de l'ONU et des USA hors des Balkans !***

Une déclaration du 25 mars de la Spartacist League/US affirmait : « *Chaque coup porté contre l'impérialisme US aidera à affaiblir l'ennemi de classe, en fournissant une ouverture à la classe ouvrière et aux opprimés ici pour qu'ils se battent contre le torrent d'attaques déclenchées par Wall Street et ses agents politiques, les partis démocrate et républicain. Nous nous battons pour construire un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique, forgé dans le creuset de la lutte de classe, qui est l'instrument nécessaire pour diriger la classe ouvrière afin de renverser tout ce système basé sur le racisme, l'exploitation et la guerre, par une révolution socialiste qui arrachera l'industrie et le pouvoir des mains d'une petite poignée de riches bourrés de fric et créera une société socialiste égalitaire.* »

En Europe, les attaques impérialistes brutales contre la Serbie sont menées par des gouvernements capitalistes dirigés par des sociaux-démocrates et des ex-staliniens. Comme le disait Clausewitz, l'historien et expert militaire, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Ayant démontré leur loyauté envers leur bourgeoisie au niveau interne en appliquant l'austérité capitaliste raciste, les sociaux-démocrates montrent aujourd'hui plus de zèle que leurs prédécesseurs de droite pour faire le sale boulot des impérialistes à l'extérieur. Le *Berliner Zeitung* (25 mars) observait : « *Qu'un gouvernement rouge-vert ait envoyé des unités de la Bundeswehr pour participer à une intervention militaire pour la première fois depuis la création de la République fédérale a épargné au pays un conflit idéologique et politique stérile.* » Quand la guerre a éclaté, les sections de la Ligue communiste internationale ont immédiatement publié des déclarations démasquant la propagande de guerre impérialiste et cherchant à mobiliser les ouvriers du monde entier contre leurs « propres » bourgeoisies.

La destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a provoqué une forte augmentation des guerres régionales et des aventures militaires impérialistes, alors qu'un nationalisme nouveau et virulent servait de bélier à la contre-révolution. Les rivalités interimpérialistes, qui étaient auparavant mises en sourdine par la nécessité d'une alliance antisoviétique commune, ont resurgi. Sous le vernis d'unité des « alliés » de l'OTAN pour bombarder la Serbie aujourd'hui, se cachent des rivalités interimpérialistes fondamentales croissantes, qui s'expriment dans la guerre commerciale qui s'amplifie entre les USA et l'Europe ainsi que le Japon. Le monde post-soviétique ressemble de plus en plus au monde d'avant 1914. Ce furent les machinations impérialistes attisant les flammes des haines nationalistes dans les Balkans qui menèrent directement à la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui, le bombardement de l'OTAN pourrait être le détonateur d'une conflagration internationale plus large et même plus sanglante pouvant entraîner la Grèce, la Turquie et la Russie. Bien que la Russie capitaliste se comporte comme un « médiateur » pour l'OTAN, sa dénonciation de l'attaque militaire de l'OTAN et des USA contre la Serbie va dans la logique de son ambition à s'affirmer comme une puissance impérialiste régionale. La Russie et les Etats-Unis ont tous deux des arsenaux nucléaires énormes et les USA ont déjà démontré qu'ils étaient prêts à se servir de ces armes avec l'incinération nucléaire d'Hiroshima et Nagasaki en 1945. Qui oserait affirmer que les Français, les Britanniques et les Israéliens auraient plus de retenue ? Le capitalisme est un système irrationnel et la course folle aux profits et au pouvoir inhérente à ce système mènera inévitablement à une troisième guerre mondiale si elle n'est pas stoppée par une révolution prolétarienne internationale.

La terreur impérialiste s'abat sur la Yougoslavie

La guerre de l'OTAN contre la Serbie n'a rien à voir avec « les droits de l'homme » ou la défense de la population albanaise du Kosovo contre « la purification ethnique ». Cette guerre n'est pas à propos des Albanais du Kosovo – c'est une guerre de domination dont le but est de réaliser un projet que les Américains ont depuis longtemps, à savoir, implanter une présence militaire importante des Etats-Unis et de l'OTAN en Serbie en soumettant, ou si nécessaire en délogeant, Milosevic. Depuis quand est-ce que les impérialistes se préoccupent des peuples opprimés ? Des centaines de milliers d'immigrés sont déportés chaque année par les gouvernements européens. D'ailleurs, ces mêmes gouvernements sont devenus pratiquement hystériques à l'idée de devoir ouvrir leurs frontières aux réfugiés du Kosovo.

La LCI se réclame de la tradition de V.I. Lénine qui, dans *le Socialisme et la guerre*, un manuel très utile d'internationalisme révolutionnaire écrit en 1915 et

Suite page 7

M 2651 - 149 - 5,00 F - RD

Toutes les troupes de l'OTAN/ONU/USA, hors des Balkans ! Pour une Europe ouvrière !

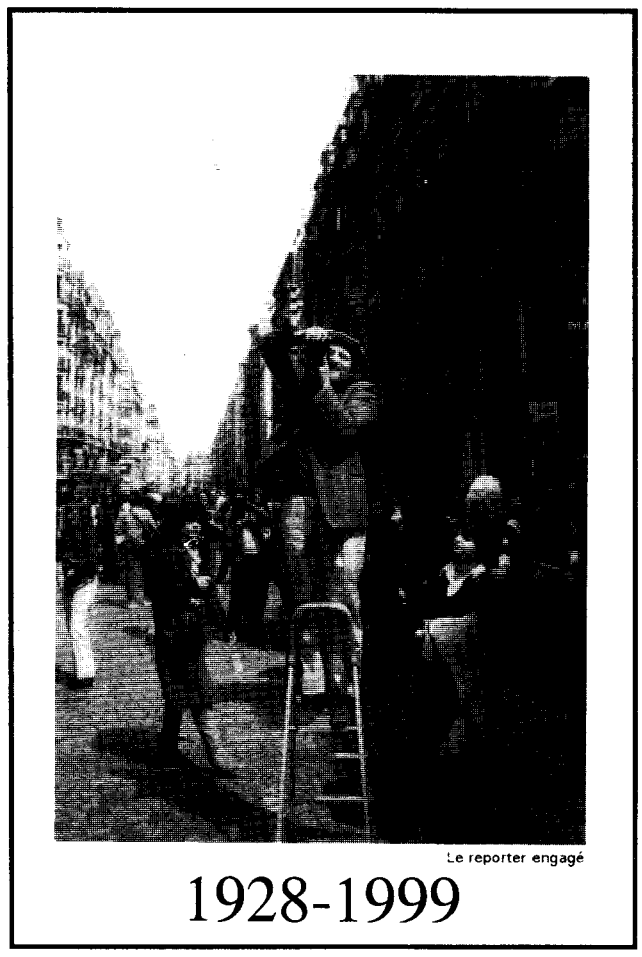
A la mémoire d'Elie Kagan

Le 19 octobre 1996, la police saisit sur l'aéroport de Lyon l'édition du 17 octobre du quotidien algérien *Liberté*. Ce qui lui est reproché ? Un article commémorant le trente-cinquième anniversaire du massacre d'Octobre 1961, quand plus de 300 Algériens furent assassinés par les flics en plein cœur de Paris. Des décennies durant, la bourgeoisie française, avec la complicité de la gauche réformiste chauvine, a tout fait pour faire disparaître le souvenir de ce crime qui projette une lumière crue sur sa barbarie.

Elie Kagan était photographe. Il est mort le dimanche 24 janvier 1999. C'est lui qui prit les photos qui ont témoigné contre le silence, la censure et l'oubli du massacre du 17 octobre 1961. Nous sommes révolutionnaires et nous voulons graver dans la mémoire du prolétariat de ce pays le souvenir des crimes de la bourgeoisie française. Elie Kagan y a contribué. Nous avons eu la chance de faire sa connaissance au début des années 1980, lorsque nous recherchions le film sur le 17 octobre 1961 réalisé par Jacques Panijel, film qui a « disparu ». Nous rendons ici hommage à sa mémoire.

Le 17 octobre 1961, à l'appel du Front de libération nationale (FLN), 40 000 ouvriers Algériens manifestent pacifiquement malgré le couvre-feu imposé par le préfet de police, Maurice Papon, celui-là même qui avait organisé la déportation de 1 700 Juifs (y compris des enfants) dans les camps de la mort nazis. La police parisienne et les CRS déclenchent alors un sanglant pogrom. Place de l'Etoile, sur les grands boulevards, aux portes de Paris, dans les banlieues, les flics ouvrent le feu, matraquent et arrêtent tous ceux qui semblent maghrébins. Des centaines d'Algériens sont tabassés, jetés à la Seine, exécutés dans les commissariats, lynchés aux arbres du bois de Vincennes. Plus de 11 000, raflés, sont parqués dans les stades parisiens et au Centre d'identification de Vincennes, que Papon avait ouvert pour succéder au Vel'd'Hiv où la même police française avait raflé les Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale. Là, la terreur va durer plusieurs jours, voire plusieurs semaines pour certains. Des milliers seront déportés en Algérie, dans des camps dits « de regroupement ». Alors que plus de 300 Algériens ont été assassinés le 17 octobre et dans les jours suivants, le bilan officiel fait état de trois morts.

Dans son livre sur le 17 octobre 1961, *la Bataille de Paris* (Seuil, 1991), Jean-Luc Einaudi cite le témoignage de Kagan. Lorsque le photographe avait eu connaissance de ce qui se passait, il avait sauté sur sa Vespa et, toute la nuit, de Bonne-Nouvelle à Nanterre, il avait « fait son métier » : « *Quand Elie Kagan arrive place de la Concorde, il voit des Algériens plaqués, mains en l'air* [...]. *Des policiers matraquent. Il a peur de prendre des photos. Il y a des policiers partout, armés de mitraillettes. Il descend sur le quai du métro.* » Là, il prend le métro, cache son appareil sous sa veste : « *Quand le métro s'arrête, les portes s'ouvrent sur un groupe d'Algériens gardés par des policiers. Il a le temps de faire deux ou trois photos* [...]. *A Solférino, sur le quai, il aperçoit un Algérien qui a reçu une balle dans l'épaule* [...]. *Rue de Lille, il voit des policiers frapper, frapper, frapper. Il a peur. Il se cache dans une pissotière.* » Sur le pont de la Concorde, les flics le fouillent pour saisir sa pellicule qu'il a juste eu le temps de mettre à l'abri. Puis il fonce sur Nanterre : « *Elie Kagan compte trois ou quatre morts. Les policiers sont à quelques centaines de mètres de là. Quand il photographie, il les entend crier :* ''Y a des flashes! Y a des flashes !'' » Puis Kagan aide à transporter un blessé à l'hôpital de Nanterre.



Le reporter engagé

1928-1999

Elie Kagan n'était pas seulement un journaliste honnête. Ce qu'il fit, il le fit par conviction. « *Octobre 1961 fut une expérience que Kagan n'a jamais oubliée. C'était, disait-il, le retour douloureux de son enfance. Il était né en 1928, fils de parents pauvres, émigrés juifs, sa mère polonaise et son père russe. Il passa la guerre caché, vivant dans la terreur* » (*The Independent*, 16 février). Son enfance juive persécutée, le massacre d'Octobre 61, Kagan en parlait. Il le racontait à de jeunes camarades de notre organisation ; comment mieux illustrer, de Vichy à l'Algérie, la continuité raciste et antisémite de l'Etat bourgeois français ?

Le reporter engagé

Octobre 61 : 300 Algériens assassinés dans les rues de Paris. Elie Kagan grave sur la pellicule ce crime de la bourgeoisie française.

C'est à Kagan qu'on doit ce témoignage accablant pour le chauvinisme du PCF qui abandonnait les manifestants algériens à leur sort : « *Certains essaient de pénétrer dans l'immeuble de* l'Humanité *pour y trouver refuge. Elie Kagan constate alors que les grilles se ferment devant eux* » (Jean-Luc Einaudi, *op. cit.*) Ce n'était pas un accident : le PCF, qui avait voté en 1956 les pleins pouvoirs en Algérie au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui s'engageait à rétablir l'ordre en Algérie « par tous les moyens », avait refusé d'appeler à l'indépendance de l'Algérie jusqu'en 1958 et expulsait ceux de ses militants qui apportaient leur soutien au FLN.

Aujourd'hui, cherchant à se refaire une virginité, le PCF avoue piteusement sa participation à la conspiration du silence, tout en ayant le culot de chercher à s'approprier un petit peu de l'acte courageux de Kagan: « *Parfois, la légende embellit les choses. Ainsi, tenace dans les esprits, perdure aujourd'hui l'idée selon laquelle Elie Kagan fut le seul à photographier la nuit sanglante du 17 octobre 1961. En réalité ils étaient au moins quatre. Lui, bien sûr, mais aussi trois photographes de l'Huma* » dont les photos « *n'ont, d'ailleurs, pas plus que les siennes, été diffusées le lendemain par l'organe du Parti communiste* » (*l'Humanité*, 27 janvier). Mais ce sont 6 des photos de Kagan que contenait le recueil de témoignages rassemblés par Paulette Péju et l'éditeur François Maspéro dans les jours qui suivirent le massacre (recueil qui fut saisi par la police à la sortie de l'imprimerie).

C'est une photo de Kagan qui illustrait l'affiche de la manifestation pour arrêter les fascistes dont la Ligue trotskyste avait été à l'initiative, à Rouen en décembre 1981. Cette photo, qu'il avait prise lors d'un meeting des fascistes d'Ordre nouveau en 1973, il voulait qu'elle soit sa contribution à notre action pour stopper les fascistes. A l'époque, ceux-ci commençaient à relever la tête, encouragés par la propagande antisoviétique de Mitterrand, ce même Mitterrand qui, ministre de l'Intérieur en 1954, déclarait que « *l'Algérie c'est la France* » et qui, en 1983, absolvait les généraux putschistes de 1961.

Elie Kagan vouait une haine virulente et tonitruante à l'oppression, au racisme et à l'exploitation. Dans les années 1980, quand l'extrême gauche rampait aux pieds de Mitterrand, il faisait bon bavarder avec lui, qui avait gardé intacte sa colère. Et qu'on ne s'y trompe pas, c'était l'époque avant que la gauche ne fasse semblant de l'aimer. Pour elle, il était, comme le dit avec mépris la nécrologie hypocrite des renégats anticommunistes professionnels de *Libération*, un « *emmerdeur, avec ses indignations répondant au refus de ''prendre'' l'une de ses photos de sans-papiers, de SDF ou d'une énième manifestation* » (*Libération*, 27 janvier).

Nous l'aimions, nous, ce Kagan indigné, de cette indignation qui le fit être dans la rue le 17 octobre 1961 et qui, jusqu'à la fin, continua son oeuvre de « reporter engagé », le titre qu'il avait choisi pour son autobiographie, écrite en collaboration avec Patrick Rotman (Métailié, 1989). Quand nous le croisions dans les rues du 10e arrondissement, il nous lançait un sonore « *Salut les bolchéviks !* » Il nous manquera. ■

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Pages « Spartacus ! » : Thomas Angelo
Diffusion : Alexandre Duannec
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Meetings de la Ligue trotskyste

Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière – Défense de la Serbie !
Toutes les troupes de l'OTAN/ONU/USA, hors des Balkans !
Pour une Europe ouvrière !

Paris :
Vendredi 28 mai – 20h30
LSC - 69 ter, rue de la Chapelle - 75018 Paris (Mo Porte de La Chapelle)

Dix ans après Tienanmen :
Stoppez la contre-révolution capitaliste en Chine !
Pour la révolution politique prolétarienne !

Paris :
Vendredi 18 juin – 20h
Paroisse St-Hippolyte
27, avenue de Choisy
75013 Paris (Mo Porte de Choisy)

Rouen :
Mardi 15 juin – 20h
Halle aux Toiles
près des cinémas Gaumont
76000 Rouen

Liberté pour Öcalan!

Spartakist

AFP

Après le kidnapping d'Öcalan, des milliers de ses partisans kurdes ont manifesté à travers le monde (à gauche, à Hambourg). Dans la forteresse Europe raciste, en particulier en Allemagne, ces manifestations ont été durement réprimées.

Défense des Kurdes contre la terreur d'Etat sanglante!
Aucune déportation! Pleins droits de citoyenneté!
Pour une république socialiste du Kurdistan unifié!

Enlevé et arrêté le 15 février par les forces de sécurité turques avec l'aide des Etats-Unis, le dirigeant nationaliste kurde Abdullah Öcalan est en danger de mort. Avec la prise d'Öcalan, le régime turc a procédé à des arrestations de masse de Kurdes dans le Sud-Est de la Turquie et a mené des attaques dans le Nord de l'Irak contre le Parti des ouvriers du Kurdistan (PKK) d'Öcalan. Des tracts qui montraient des photos d'Öcalan les yeux bandés et humilié, posant devant le drapeau turc, ont été lancés à partir d'avions. Avec le soutien de ses alliés de l'OTAN, la Turquie mène depuis 14 ans contre la population kurde opprimée une guerre qui a fait près de 30 000 morts, détruit complètement 3 500 villages et obligé plus de trois millions de Kurdes à fuir leurs maisons. Cette répression sanglante montre que la défense des « droits du Kosovo » par l'OTAN n'est qu'un prétexte cynique des impérialistes pour bombarder la Serbie.

Dans presque toute l'Europe, ce sont les sociaux-démocrates (comme en France le PS et le PC) qui sont à la tête des gouvernements capitalistes. La prise d'Öcalan et les manifestations en sa faveur ont été l'occasion pour ces gouvernements, en décrivant les militants du PKK comme des « terroristes », de renforcer la campagne raciste anti-immigrés et d'intensifier les mesures policières, en particulier en arrêtant par dizaines des manifestants. La LCI a participé activement aux manifestations contre la persécution d'Öcalan et du PKK, et pour la défense des droits du peuple kurde. A Paris, dans les manifestations qui ont eu lieu les 20 et 27 février, la Ligue trotskyste a distribué largement la déclaration, en français et en turc, du Parti ouvrier spartakiste (SpAD), la section de la Ligue communiste internationale (LCI) en Allemagne, où les ouvriers immigrés kurdes et turcs sont une composante stratégique de la classe ouvrière industrielle.

Il est à noter que, dans les manifestations parisiennes, les organisations françaises étaient remarquablement absentes (en dehors de quelques vendeurs de *Rouge* le 27 février, Lutte ouvrière étant totalement absente). Le seul groupe à être venu aux deux manifestations était le groupe Pouvoir ouvrier. Mais leur dernier journal (*Pouvoir Ouvrier* n° 53, mars-avril) a un éditorial consacré à Öcalan et au Kurdistan qui n'offre comme seul programme pour le peuple kurde que le « soutien » de la classe ouvrière européenne et de faire pression sur les impérialistes, sans un mot du socialisme, ni même du droit d'autodétermination pour les Kurdes. Quant à la LCR de Krivine, ses homologues en Turquie sont liquidés dans une organisation chauvine, l'ÖDP, ***qui refuse d'appeler au droit d'autodétermination pour les Kurdes***, se contentant d'une vague démagogie pour la « paix » dans la région (voir *Inprecor* n° 432, février) !

Les nationalistes petits-bourgeois du PKK demandent à l'ONU et aux pouvoirs impérialistes d'apporter une « solution politique » à la question kurde en Turquie. Mais les impérialistes sont les parrains du gouvernement militaire de Turquie et s'opposent formellement à toute expression des droits nationaux des Kurdes, qui affaiblirait leur allié turc et déstabiliserait une région riche en pétrole.

Le nationalisme du PKK est une impasse pour le peuple kurde et pour ses aspirations à la libération nationale. Seule une révolution sociale profonde pourra libérer les masses travailleuses de la domination impérialiste et de l'exploitation capitaliste. L'exercice du droit démocratique de l'autodétermination nationale pour le peuple kurde nécessite de détruire la domination capitaliste dans toute la région où sont concentrés les Kurdes. Les masses kurdes doivent se tourner vers une alliance avec les prolétariats arabe, perse et turc qui, eux, doivent se faire les champions actifs du droit à l'autodétermination pour les Kurdes.

Le potentiel pour une lutte de classe unie a été démontré dans la grève des 48 000 mineurs de charbon de Zonguldak, en 1991, en Turquie, qui a été menée ensemble par les ouvriers turcs et les ouvriers kurdes au début de la guerre du Golfe contre l'Irak, et qui avait provoqué des grèves de solidarité dans l'Est de l'Anatolie kurde ainsi que chez les ouvriers turcs. De façon significative, les mineurs avaient eu comme revendication le droit pour les Kurdes de parler leur langue.

La voie pour la libération des travailleurs de la dictature de la bourgeoisie kémaliste menée par les militaires passe par la défense des Kurdes par le prolétariat turc contre sa propre bourgeoisie. Faisant partie intégrante du prolétariat multinational de la région, les Kurdes peuvent jouer un rôle dirigeant dans une révolution socialiste en Turquie et dans tout le Proche-Orient. La clé est de forger une direction internationaliste sur le modèle du Parti bolchévique de Lénine qui a libéré les nations opprimées de la « prison des peuples» de l'autocratie tsariste en menant le prolétariat au pouvoir dans la Révolution russe de 1917.

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du 18 février du Parti ouvrier spartakiste (SpAD), la section allemande de la LCI.

Le 15 février, le dirigeant kurde du PKK Abdullah Öcalan a été enlevé au Kenya lors d'une action de type nuit et brouillard menée par les services secrets turcs – apparemment en coopération avec la CIA américaine et le Mossad israélien. Öcalan a été kidnappé pendant le trajet entre l'aéroport et l'ambassade grecque, puis emmené par avion à l'île-prison turque d'Imrali et livré aux chambres de torture notoires du régime turc assassin. De façon sinistre, tous les autres prisonniers ont été déplacés hors de l'île ; il est évident que l'Etat turc ne veut pas d'yeux ou d'oreilles pour témoigner de ce qu'ils ont l'intention d'infliger à Öcalan. Tout en fanfaronnant sur un « juste procès », la Turquie a refusé de même laisser entrer les avocats d'Öcalan dans le pays. Ces quinze dernières années, des dizaines de milliers de Kurdes ont été assassinés dans l'horrible guerre d'anéantissement menée par la Turquie, qui a rasé plus de 3 000 villages. En tant que dirigeant de la lutte de guérilla pour l'indépendance kurde, Öcalan encourt maintenant la peine de mort en Turquie. Nous, les trotskystes du Parti spartakiste ouvrier, section allemande de la Ligue communiste internationale (Quatrième-internationaliste), nous exigeons : ***Liberté pour Öcalan !***

Dans toute l'Europe, en Australie et au Canada, des milliers de Kurdes sont descendus dans la rue et ont occupé des ambassades pour protester contre l'arrestation d'Öcalan. Avec des actes de désespoir extrême, de jeunes partisans du PKK se sont immolés. De la Grande-Bretagne de Blair à la France de Jospin, l'Italie de D'Alema et l'Allemagne de Schröder, les dirigeants sociaux-démocrates de la forteresse Europe, qui avaient tous refusé l'asile à Öcalan, ont déclenché un déchaînement de terreur policière contre les manifestants kurdes, qui sont maintenant eux-mêmes menacés de déportations de masse vers les chambres de torture de Turquie. Hier, trois manifestants kurdes ont été tués par des gardes de sécurité israéliens devant le consulat israélien de Berlin ; 16 autres ont été sérieusement blessés. Ces meurtres ont été encouragés par le gouvernement capitaliste et raciste du SPD et des Verts, qui a monté une offensive policière massive contre les partisans du PKK, et qui maintenant, de façon obscène, déclare les victimes responsables de leur propre mort. Les alentours des locaux du SPD à Hambourg, qui étaient occupés par le PKK, ont été transformés en zone de guerre. Plus d'un millier de Kurdes ont été arrêtés par les flics allemands, des centaines d'autres ont été battus, arrêtés et ont « disparu ». Même le nom des Kurdes assassinés est gardé secret. Nous exigeons : ***Levée de toutes les inculpations ! Liberté pour les prisonniers kurdes ! Aucune déportation ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! A bas l'interdiction du PKK et des associations kurdes !***

Öcalan a essayé pendant des mois d'obtenir l'asile en Europe de l'Ouest et a fait appel aux gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates pour intercéder pour les Kurdes de Turquie. La lutte pour l'indépendance nationale kurde a été sacrifiée de façon répétée par des nationalistes bourgeois en quête, futile, de soutien de la part des puissances impérialistes et des régimes capitalistes de la région, que ce soit l'Irak de Hussein ou la Syrie d'Assad. L'impérialisme allemand, avec l'impérialisme américain, parraine la campagne turque d'extermination des Kurdes, en armant et entraînant les escadrons de la mort. Depuis la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique par la contre-révolution capitaliste, les rivalités impérialistes augmentent pour piller les réserves de pétrole de la région. On ne peut avoir aucune illusion dans les puissances impérialistes rapaces dont le seul intérêt est d'accroître leurs propres marges de profit au prix de souffrances énormes et de la

Suite page 11

Spartakist

Nos camarades du SpAD manifestent en défense d'Öcalan devant le consulat de Grèce à Berlin.

Balkans : Capitulation honteuse devant l'impérialisme

Le SU pour une intervention des troupes

Alors que les bombardements impérialistes de l'OTAN ravagent la Serbie, on assiste à une des capitulations les plus abjectes devant les belligérants capitalistes de la part de la gauche internationalement: celle du Secrétariat unifié (SU) de feu Ernest Mandel. Ces sociaux-démocrates qui se font passer pour des trotskystes soutiennent tacitement, comme la plupart de la gauche, l'attaque impérialiste contre la Serbie au nom de la défense des « droits nationaux » des Kosovars albanais. Mais le SU est allé plus loin que la plupart des autres. Sa section phare, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en France, refuse d'appeler au retrait des troupes françaises et des autres troupes impérialistes des Balkans. Mais ils ne se sont pas arrêtés là. La LCR, dans la droite ligne de sa prosternation devant l'impérialisme des « droits de l'homme », ***appelle ouvertement à une intervention militaire impérialiste au Kosovo*** sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), bloc militaire dominé par les Européens, ou des Nations Unies. C'est la ligne nationaliste antiaméricaine avancée maintenant par les gouvernements français et allemand qui essayent de réduire le rôle direct des Etats-Unis.

Les bombardements de la Serbie par l'OTAN ont provoqué une levée de boucliers dans un secteur considérable de la bourgeoisie française, qui a peur d'une déstabilisation dans les Balkans et qui craint que l'influence des Etats-Unis ne s'étende dans la région. Le gouvernement de coalition de Lionel Jospin est ouvertement divisé sur la question. Le Parti communiste (PCF) et le Mouvement des Citoyens ont dénoncé les bombardements et le rôle dominant des Etats-Unis et de l'OTAN. Le parti socialiste de Jospin a appelé à une réunion des partis sociaux-démocrates européens, au pouvoir dans la plupart des pays européens, pour prendre l'initiative d'une conférence européenne sur les Balkans.

Les déclarations de la LCR sur la guerre sont un catalogue de contradictions qui proviennent du fait qu'il lui reste quelques prétentions au marxisme en paroles, bien qu'en fait elle soit complètement opportuniste. La LCR a été happée par l'orgie de social-chauvinisme en soutien à la classe dirigeante en guerre dans les Balkans, et s'est transformée en supporter tambour battant de l'Europe capitaliste, déguisant le massacre impérialiste en « justice » pour les Albanais du Kosovo. Le 25 mars, la réaction initiale de la LCR à la campagne de bombardement, a été une déclaration d'Alain Krivine qui implorait : « *La majorité de gauche au Parlement doit exiger leur arrêt immédiat* [des bombardements] *et le retrait de l'engagement français* ». Et il continuait : « *Il faut isoler le régime de Belgrade et fournir au peuple du Kosovo tous les moyens, y compris militaires, pour défendre sa vie et imposer sa libération.* » L'Armée de libération du Kosovo étant devenue purement et simplement un instrument au service des buts guerriers des impérialistes dans la région, un tel appel à armer les Albanais du Kosovo n'est rien d'autre qu'un soutien camouflé aux attaques de l'OTAN contre la Serbie. Comme nous l'avons écrit précédemment, à propos de cette déclaration de Krivine : « *L'unité entre ces hypocrites qui se font passer pour un mouvement ''antiguerre'' et les belligérants impérialistes eux-mêmes ne peut être plus claire* » (*Workers Vanguard* n° 710, 2 avril).

Une semaine plus tard, le bureau politique de la LCR publiait une déclaration dans laquelle ils refusaient clairement d'appeler au retrait des troupes françaises des Balkans (*Rouge*, 1er avril). La direction de la LCR réclamait maintenant pratiquement à cor et à cri qu'on rappelle à l'ordre la Serbie : « *Aucune hésitation : le régime de Milosevic doit être combattu le plus fermement possible* ». La LCR, qui offre à la bourgeoisie ses services de loyaux conseillers, propose une alternative aux bombardements : « *Il y avait d'autres moyens d'agir si on voulait vraiment contraindre le régime de Belgrade à rendre sa liberté au Kosovo : les grandes puissances ont de tels moyens qu'elles auraient, si elles le voulaient, la possibilité d'imposer efficacement des pressions économiques et un blocus militaire du régime de Belgrade.* » Cela revient à réclamer des sanctions contre la Serbie comme celles que les impérialistes ont imposées à l'Irak. Depuis la guerre du Golfe en 1991, le blocus impérialiste fait régner la famine et a causé la mort de plus d'un million d'Irakiens par manque de nourriture et de médicaments.

Boris Grdanoski/AP

Le Secrétariat unifié prône ouvertement une intervention militaire impérialiste des bourgeoisies européennes.

Le même numéro de *Rouge* publie un appel par des personnalités signé entre autres par le dirigeant de la LCR, Daniel Bensaïd. Cet appel reprend la proposition d'une conférence internationale sur les Balkans et demande l'arrêt des bombardements de l'OTAN parce que cela « *mène non seulement à une impasse politique mais à une légitimation du rôle de l'Otan hors de tout cadre international de contrôle* ». Cet appel nationaliste français conclut en réclamant « *un débat au parlement sur l'avenir de la participation de la France à l'Otan* ». Mais sa revendication centrale c'est ***une intervention militaire des forces de l'OSCE dominée par l'Europe*** : « *L'Otan n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire.* »

Rouge, dans le numéro suivant (8 avril), publie encore un autre appel à une intervention impérialiste, cette fois-ci sous l'égide des Nations Unies. Assurant ses lecteurs que « *notre opposition à l'Otan ne relève pas d'un anti-américanisme primitif* », la LCR propose un « accord » avec la Serbie sur la base de la fin de la répression contre les populations albanaises, le retour des réfugiés au Kosovo et la « *collaboration avec le TPI pour enquêter sur les massacres commis* » : « *Une force multinationale sous le contrôle de l'ONU doit garantir et surveiller l'application d'un tel accord sur le terrain : il s'agirait de défendre effectivement les Kosovars et cela aurait une toute autre légitimité en Yougoslavie et internationalement que les bombardements de l'Otan.* » C'est un appel sans fard à une intervention militaire au sol des troupes impérialistes au Kosovo. Les Nations Unies ne sont que la feuille de vigne du militarisme impérialiste, depuis la guerre contre l'Etat ouvrier déformé de Corée du Nord en 1950-53 jusqu'aux occupations racistes et colonialistes de la Somalie et d'Haïti. C'est sous l'égide de l'ONU que les Etats-Unis et d'autres forces impérialistes ont massacré des dizaines de milliers d'Irakiens dans l'opération « massacre du désert » en 1991. Cette fois-ci, dans la guerre contre la Serbie, les Etats-Unis et l'OTAN ne se sont même pas embarrassés de la couverture des Nations Unies.

Le 6 avril, la LCR a co-organisé dans la ville industrielle d'Elbeuf, avec le PCF et la CGT locale, une manifestation sur la base du pur chauvinisme français. Les revendications « *Pour stopper les massacres au Kosovo* », « *Pour la reprise des négociations* » et « *Pour le droit à l'autodétermination des peuples* » ne font même pas semblant de mobiliser la classe ouvrière contre la sale guerre de la bourgeoisie. La LCR et le PCF prennent bien soin de ne pas demander le retrait des troupes impérialistes, françaises ou autres, des Balkans. Ils affirment que les bombardements de l'OTAN sont un échec cuisant, et ils continuent : « *Dans cette guerre, la France, à l'initiative du Président de la République et du Premier Ministre est sortie de son rôle de médiation pour s'ériger en ''gendarme'' aux côtés de l'OTAN, sous la conduite du Président Clinton. L'engagement de notre pays est en rupture avec les relations d'amitié établies au fil des siècles dans cette partie de l'Europe* ». « *Le rôle de médiation de la France* » dans les Balkans, c'était de se joindre à l'Angleterre, lors des Première et Deuxième Guerres mondiales, comme grande puissance alliée à la Serbie contre l'Allemagne. Quiconque aurait encore des illusions dans les « relations d'amitié » de la bourgeoisie française devrait se souvenir de la guerre d'indépendance de l'Algérie lors de laquelle l'armée française a massacré plus d'un million de personnes, et infligé d'horribles tortures à des milliers d'autres. Les forces françaises ont été battues dans leur tentative d'empêcher les Algériens de briser le joug du colonialisme français.

Le social-chauvinisme repoussant de la LCR s'est retrouvé dans d'autres sections du SU. En Irlande, un tract distribué le premier avril par Socialist Democracy [section irlandaise du SU] réclamait l'« *armement des victimes de Milosevic* » et la « *construction d'un grand mouvement de solidarité* » avec les Albanais du Kosovo. Cela ramène sur le tapis le « Secours ouvrier pour la Bosnie », campagne principalement propagée par le SU internationalement. Sous couvert d'aide humanitaire à la classe ouvrière de Bosnie, le « Secours ouvrier » était en fait un cheval de Troie pour l'intervention militaire directe des impérialistes contre les Serbes (cf. *Workers Vanguard* n° 604, 5 août 1994 : « Ce qu'il y a derrière le ''Secours ouvrier pour la Bosnie'' »).

Cette opération du « Secours ouvrier » exploitait cyniquement le sort malheureux de la classe ouvrière multinationale de Bosnie afin d'encourager les impérialistes à soutenir le gouvernement musulman bosniaque dans la guerre fratricide entre les Serbes, les Croates et les Musulmans bosniaques. « Secours ouvrier » a demandé aux forces de « maintien de la paix » de l'ONU de lui ouvrir le passage, en particulier sur le territoire tenu par les Serbes dans le couloir nord de la Bosnie. Des membres du SU se sont même vantés qu'il y avait des gens à eux qui conduisaient les camions du convoi. Mais ce n'était pas quelque chose de nouveau pour le SU qui a fait la même chose pour Solidarność en Pologne au début des années 1980, lui apportant des fournitures « gracieusement offertes » par la CIA par l'intermédiaire de leurs canaux dans la social-démocratie d'Allemagne et d'autres pays d'Europe de l'Ouest.

En août 1995, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, et d'autres puissances de l'OTAN se sont lancés dans des bombardements massifs contre les Serbes bosniaques. Un des principaux prétextes pour cette terreur impérialiste par les bombes était d'assurer que de la nourriture et d'autres produits de première nécessité soient livrés aux villes de Bosnie désignées comme « zones de sécurité », ce qui revenait en substance à la même chose que le « Secours ouvrier pour la Bosnie ».

La Ligue communiste internationale est complètement à l'opposé des pseudo-trotskystes qui battent le tambour de guerre et qui créent des illusions sur la soi-disant bienveillance des interventions militaires des Etats capitalistes européens gouvernés ces temps-ci par les « socialistes » et ex-« communistes » traîtres. Ce qui guide nos actions, c'est la compréhension que la guerre ne peut être abolie que par l'abolition des classes et l'instauration du socialisme. Dans le creuset de la Première Guerre mondiale, Lénine a rompu avec les soi-disant socialistes de la Deuxième Internationale qui avaient répudié l'internationalisme prolétarien marxiste pour soutenir leurs propres bourgeoisies et préparer le prolétariat pour la grande boucherie impérialiste. La LCR de Krivine et les autres produits de la décomposition de la « génération de 68 » battent maintenant le tambour de guerre dans les Balkans et offrent leurs services à la classe dirigeante capitaliste. Lénine dénonçait ainsi leur prédécesseur Karl Kautsky dans sa brochure de 1915 *le Socialisme et la guerre* : « *Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de ''son'' gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution.* » Déblayer la voie et se débarrasser de ces néo-kautskystes, du « cadavre puant de la social-démocratie », fait partie de la lutte pour reforger la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste.

– *Traduit de* Workers Vanguard *n° 711*

Licenciements à Ralston

VDT/LCR: lieutenants ouvriers du capital

Voix des Travailleurs (VDT) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont publié une brochure intitulée « 7 mois de lutte des travailleurs de Ralston contre les licenciements (avril-octobre 1998) - une expérience de démocratie ouvrière ». Ces organisations, dont des militants sont responsables syndicaux dans l'usine, ont été à la tête de la lutte des ouvriers de Ralston, près de Rouen, où la direction voulait supprimer 334 emplois. Cette lutte, s'est finalement soldée en octobre dernier, à la suite d'une grève, par la « promesse » de la direction d'un reclassement des 334 licenciés (sur 539 salariés) et une augmentation de la prime de licenciement.

Dans une grève, une bataille rangée entre le capital et le travail, il n'y a pas de garantie de victoire, même avec une lutte dure et unie derrière une direction résolue. Mais une direction qui soutient (de façon « critique » ou pas) le gouvernement capitaliste désarme par avance les ouvriers. Le gouvernement Jospin-Gayssot, formation de front populaire et donc au service de la bourgeoisie, impose aujourd'hui avec une efficacité redoublée les programmes d'austérité antiouvrière et les attaques anti-immigrés nécessaires au maintien de la compétitivité capitaliste.

Les révolutionnaires, au lieu de cultiver les illusions des travailleurs que ce gouvernement de « gauche » peut être un gouvernement à leur service, leur expliquent qu'ils n'ont rien à en attendre. Le chômage, les licenciements et les restructurations sont inhérents au capitalisme. Si une lutte déterminée et unie peut arracher des concessions aux patrons, elle doit aussi servir à faire comprendre aux travailleurs, à partir des problèmes ressentis, la nature du capitalisme et la nécessité de le renverser. La revendication totalement légitime du plein emploi, du partage du travail entre toutes les mains ouvrières sans réduction de salaire, n'est possible que si les travailleurs prennent le contrôle de la société, expropriant les moyens de production et gèrent la société dans les intérêts de tous.

Or, tout au long de ces mois, ce qu'ont fait VDT et la LCR c'est d'enfermer les ouvriers dans la seule perspective illusoire de quémander un secours au gouvernement capitaliste de Jospin-Gayssot.

Les bureaucrates *new look* de VDT et de la LCR se gargarisent de l'expérience de « *démocratie ouvrière* » et de l'expression de la « *volonté* » des ouvriers dans cette grève. Si cela leur sert à masquer leur propre rôle dirigeant et à rendre les ouvriers responsables de la trahison du mouvement, c'est aussi une façon implicite de dire que le problème avec les bureaucrates du PS ou du PC est seulement qu'ils ne sont pas « démocratiques ». Mais les directions syndicales réformistes assurent le maintien et la stabilité du système capitaliste en muselant les luttes au nom de la poursuite illusoire de quelques miettes. Elles jouent ainsi le rôle d'agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. En menant en bateau les ouvriers de Ralston pendant près d'un an, les bureaucrates « nouvelle vague » de VDT/LCR ne se sont pas comportés différemment.

Pour nous, le but de la démocratie ouvrière n'est pas d'« *unifier tous les courants de pensée des travailleurs dans l'entreprise* » (brochure VDT-LCR, page 27), c'est la lutte des travailleurs pour sélectionner la direction politique qui se battra pour leurs intérêts de classe contre leur patron et l'Etat bourgeois.

Ces grandes déclarations démocratiques n'ont d'ailleurs pas empêché VDT de menacer de nous virer *manu militari* du piquet de grève où nous étions venu soutenir les ouvriers, sous prétexte que nous étions venus là « *pour exciter les gens* » (l'excitation des gens étant provoquée par notre opposition principielle au gouvernement Jospin-Gayssot).

Avec l'effondrement de l'URSS, les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest, qui avaient été obligées de faire des concessions à la classe ouvrière pour éloigner le spectre du communisme dans leur pays à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, ne voient plus la nécessité de les préserver et cherchent à reprendre tout ce qu'elles ont dû céder. Face à la résistance des ouvriers, elles ont besoin de la collaboration des directions traîtres du mouvement ouvrier. Les dirigeants réformistes avérés du PC et du PS se sont évidemment portés au secours, mais aussi des organisations comme LO, VDT et la LCR, qui ont salué la contre-révolution capitaliste en URSS comme soi-disant une grande victoire contre le stalinisme. Elles gagné leurs galons de « lieutenants ouvriers du capital » durant toute la deuxième guerre froide en soutenant toutes les forces réactionnaires parrainées par l'impérialisme contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, de Solidarność aux mollahs afghans.

Après ces gages de fidélité donnés au capitalisme, ces organisations se sont mises au service de la bourgeoisie pour remplacer les bureaucrates du PS et du PC discrédités et aider plus efficacement à rabattre les ouvriers, les jeunes, les immigrés en lutte contre les attaques capitalistes, vers un programme de pressions vaines sur ce gouvernement bourgeois, lui permettant ainsi de rester en place.

Nous, trotskystes de la LTF, voulons balayer tous les dirigeants traîtres de la classe ouvrière. Comme le disait James P. Cannon, fondateur du trotskysme américain : « *Notre parti est le parti de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. La révolution prolétarienne est la seule solution au problème de la classe ouvrière et tout notre travail doit mener à ce but. C'est cette conception fondamentale qui nous différencie de tous les autres partis et groupes dans le mouvement ouvrier.* »

Nous luttons pour une direction de lutte de classe des syndicats, pour un parti enraciné dans la classe ouvrière qui intervient activement pour montrer dans la lutte la justesse de notre programme. Un parti qui se bat pour unifier et élargir les luttes limitées et partielles du prolétariat et de tous les opprimés dans la perspective d'un assaut final contre tout le système capitaliste.

Nos camarades de Rouen ont fait le compte-rendu (ci-dessous) de la lutte de Ralston dans laquelle ils sont intervenus pour soutenir les travailleurs et dénoncer les illusions semées par VDT dans le gouvernement Jospin-Gayssot, illustrées par leur « plan d'urgence », un programme de revendications qui se garde bien de remettre en question le système capitaliste et cherche à faire croire que le capitalisme peut être réformé et mis au service de la classe ouvrière.

Paris-Normandie du 1er avril 1998 annonçait la décision du Comité d'établissement de procéder à la délocalisation d'une partie de la production de l'usine Ralston de Caudebec-lès-Elbeuf et de supprimer 334 postes sur 539.

L'usine appartient à un groupe basé aux Etats-Unis, qui a déjà fermé les sites de Vernon et Louviers dans l'Eure, et d'autres en Angleterre, Grèce, Espagne, Portugal et Turquie. Ralston, qui produit notamment les piles Energizer, a subi, dans les 3 dernières années, une baisse de 13 % de sa part de marché et de 20 % de son chiffre d'affaires. Il veut délocaliser vers deux autres sites (un en Suisse et un en République tchèque) afin de concentrer sa production et améliorer ainsi sa compétitivité.

Paris-Normandie mentionnait qu'un débrayage était prévu le surlendemain pour demander que le plan de licenciement « *soit bloqué par les autorités* ». Le 3 avril, le *Journal d'Elbeuf* mentionnait que : « *La CGT et la CFDT réclament* "l'ouverture des livres de comptes du groupe" *et font appel aux pouvoirs publics afin d'exiger* "l'interdiction des licenciements chez Ralston comme ailleurs" ». Ces revendications, sorties du programme d'urgence de VDT, ont pour but de cultiver les illusions dans le gouvernement capitaliste de Jospin, qui s'est donné la tâche de gérer le capitalisme français et d'étouffer pour cela les luttes ouvrières. Ce gouvernement ne va donc certainement pas enlever à la bourgeoisie le moyen d'être compétitive par rapport à ses concurrents des autres pays en interdisant les licenciements ! Les travailleurs doivent parler le seul langage que les capitalistes comprennent et attaquer leurs profits en se mettant en grève.

Journal d'Elbeuf

VDT et LCR ont enfermé les ouvriers de Ralston dans la seule perspective illusoire de quémander un secours au gouvernement capitaliste de Jospin-Gayssot.

Pourtant, comme le précisait le *Journal d'Elbeuf*, aucun mot d'ordre de grève n'avait été lancé (« *ça ne servirait à rien, le groupe a fait des stocks* »). Jusqu'à l'été, les directions syndicales allaient occuper donc pitoyablement les ouvriers, de blocages symboliques de péage en lâcher de ballons en passant par l'organisation d'une journée « ville morte » à Elbeuf. Ces actions ne voulaient pas être autre chose que des pressions sur les élus locaux pour qu'ils se prononcent pour ces mesures d'urgence. Une mairie locale installera d'ailleurs une grande banderole « *Sauvons Ralston* » à l'entrée du bourg. Sous l'impulsion des directions syndicales de Ralston, le conseil municipal de Caudebec-lès-Elbeuf a voté une motion qui demandait au Premier ministre d'intervenir « *afin d'interdire les licenciements chez Ralston et ailleurs, de faire ouvrir les livres de compte du groupe* ». Lors du meeting de VDT du 27 mai, une dirigeante de VDT parlera d'une « *grande victoire* » et que c'est la preuve que « *la nécessité d'un plan d'urgence pénètre les consciences et que la détermination des ouvriers va imposer* ». Cela n'empêchait pourtant pas le maire de la même ville de déclarer lors d'un meeting des ouvriers de Ralston : « *Que peut faire un maire, que peut faire un député ou un préfet contre ce qui se passe ? Aujourd'hui, je négocie avec la direction de Ralston pour* reclasser *les gens* » (souligné par nous, *Paris-Normandie*, 8 juin).

Bien évidemment, à travers les maires des villes avoisinant Ralston, VDT visait Fabius, le maire de Grand-Quevilly et président PS de l'Assemblée nationale. Vers la fin de la lutte (le 5 octobre), on a même vu le militant de VDT, à la télévision régionale, demander au maire PS (ex-LCR !) d'Elbeuf et suppléant de Fabius, Didier Marie, d'intervenir auprès de Fabius pour que celui-ci mette à l'ordre du jour des questions au gouvernement la question d'interdire les licenciements à Ralston. Cette « requête » du militant de VDT auprès du maire d'Elbeuf est intervenue quelques jours après que ce dernier avait menacé d'expulser les sans-papiers qui occupaient la Maison des associations d'Elbeuf en attente des recours déposés pour leur régularisation (*Journal d'Elbeuf*, 22 septembre 1998). C'est encore ce même Didier Marie qui, après la signature d'un contrat local de sécurité, a reçu un satisfecit des élus du Front national :

Suite page 6

ABONNEZ-VOUS !

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)
Hors Europe : 30 F (avion 40 F) – Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____ Pays _____
149

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Alors que l'OTAN bombarde les usines

Campagne d'aide aux ouvriers yougoslaves

La nuit du 9 avril, les forces de l'OTAN ont bombardé l'usine automobile de Zastava à Kragujevac, en Yougoslavie, ***tout en sachant que l'usine était protégée par un « bouclier humain » d'ouvriers.*** Des dizaines d'ouvriers ont été tués, un grand nombre ont été blessés, dont beaucoup gravement, et la centrale électrique qui fournissait le chauffage à l'hôpital, aux écoles et aux habitations de la ville a également été réduite en cendres par les bombardements. L'usine de Zastava employait 20 000 ouvriers. Ces ouvriers, ainsi que 60 000 autres venant de 200 entreprises liées à l'usine, sont maintenant sans emploi. « *Nous manquons de pain maintenant. J'espère que l'OTAN va arrêter de nous bombarder* », disait l'un des ouvriers blessés. En réaction contre cet acte délibéré de meurtre impérialiste, des ouvriers organisés par le COBAS italien (Comité de la base), dans l'usine Alfa Romeo de Milan, ont fait grève, pendant laquelle ils ont décidé d'être à l'initiative d'une campagne financière pour les ouvriers de Zastava et d'autres usines bombardées. L'initiative des COBAS déclare : « *Tout ce qui existe sur le territoire yougoslave est devenu maintenant une cible militaire. On ne nous dira pas avant la fin des massacres le nombre véritable de civils tués et blessés pendant ces 40 jours de bombardements démentiels. Mais nous savons déjà que des centaines d'usines, de ponts, d'habitations, de voies ferrées, de centres de télécommunications, de centrales électriques, d'aqueducs ont déjà été rasés. Des centaines de milliers de familles sont réduites à la misère, et l'infrastructure pour tous les besoins humains est en danger de destruction croissant. Des raffineries dévastées et des usines chimiques ont des fuites de déchets toxiques dans le sol, l'atmosphère et l'eau, qui vont répandre la mort dans des zones toujours plus grandes. L'utilisation illégale de munitions avec de l'uranium appauvri va contaminer des générations entières. Il n'y a aucune raison dans le monde qui puisse justifier un tel massacre de population... Et pendant ce temps la Bourse monte.* »

Près de deux semaines avant l'attaque de l'OTAN, les ouvriers de Zastava avaient publié une lettre le 26 mars « *au public de tous les pays membres de l'OTAN* » qui avertissait qu'un bouclier humain d'ouvriers occuperait l'usine 24 heures sur 24 pour la protéger contre les bombardements de l'OTAN, et ils avaient donné leurs coordonnées de latitude et de longitude précises. Cet avertissement avait été largement publié dans la presse internationale ; cependant, sachant que c'était une usine automobile occupée par des civils, l'OTAN a bombardé quand même. La nuit du bombardement, les ouvriers de Zastava ont publié une autre lettre au public : « *Le bouclier humain a été enfoncé... Ce qu'aucun d'entre nous ne voulait ni ne pouvait imaginer s'est produit : Kragujevac refait l'expérience de la tragédie de la Deuxième Guerre mondiale ; ses citoyens sont redevenus la cible d'un assaut barbare.* » En 1941, pendant trois journées horriblement sanglantes de la Deuxième Guerre mondiale, 300 écoliers et 7 000 habitants de la ville avaient été exécutés à Kragujevac par les forces d'occupation allemandes nazies, en représailles pour leur résistance aux fascistes.

Envoyez vos dons maintenant!

Le meurtre de sang-froid des ouvriers de Zastava commis par l'OTAN était un acte délibéré de terreur, et un avertissement au prolétariat de toute la région. Les ouvriers de Zastava avaient pris part à une grève dure contre le gouvernement de Milosevic il y a tout juste deux ans et demi. De la revendication la plus élémentaire de « *Nous voulons du pain !* » à « *Nous sommes Zastava ! L'usine est à nous !* », ces ouvriers ont combattu l'appauvrissement qu'a apporté la contre-révolution capitaliste à cet ex-Etat ouvrier déformé. Poussant pour dominer le monde dans le but de l'exploitation impérialiste, les forces de l'OTAN dirigées par les USA tolèreront tout sauf ***un combat lutte de classe des ouvriers de Serbie contre le régime capitaliste de Milosevic***.

En tant que dirigeant de la banque centrale, Milosevic avait été avec ses « réformes de marché » le fer de lance de la destruction de l'économie planifiée yougoslave, et ensuite il a alimenté le chauvinisme pour une « grande Serbie », en particulier contre les Albanais du Kosovo. Milosevic incarne le lien entre la restauration capitaliste et le nationalisme meurtrier, de même que son homologue croate Tudjman, qui idolâtre les oustachis fascistes, et que le dirigeant réactionnaire islamiste bosniaque Izetbegovic. Contre le poison du nationalisme, nous, la Ligue communiste internationale, nous luttons pour l'***unité de classe*** des ouvriers de Serbie, de Croatie, de Slovénie, de Bosnie, de Macédoine, du Monténégro et du Kosovo, pour renverser tous les régimes nationalistes sanglants de la région. ***Pour une fédération socialiste des Balkans ! Défense de la Serbie contre l'impérialisme de l'OTAN, des USA et de la France !***

D'autres groupes qui participent à la campagne d'aide aux ouvriers yougoslaves ont des points de vue politiques différents. En Italie, *Proposta*, la pâle « opposition de gauche » à l'intérieur de Rifondazione Comunista (RC), a activement soutenu le gouvernement de front populaire précédent de l'Ulivo/RC, qui a envahi l'Albanie. Aujourd'hui *Proposta* ne peut même pas se résoudre à un appel élémentaire pour le retrait immédiat de toutes les troupes italiennes des Balkans. Capitulant à d'autres pressions, le petit groupe pseudo-trotskyste italien Voce Operaia soutient cette campagne dans le cadre de son soutien politique ouvert à Milosevic, qui est un ennemi avéré des ouvriers yougoslaves. Et les COBAS dans leur ensemble dénigrent, de façon syndicaliste, la nécessité urgente de forger un parti léniniste, un parti tribun du peuple luttant au nom de tous les opprimés, pour diriger le prolétariat vers le pouvoir d'Etat par l'intermédiaire d'une révolution socialiste prolétarienne.

La perspective de la révolution socialiste, qui requiert comme outil un parti léniniste-trotskyste pour la diriger, est la seule manière de mettre fin à ce système capitaliste qui engendre la guerre. Malgré les divergences politiques profondes que nous avons avec beaucoup de ceux qui participent à cette campagne, les sections de la LCI vont y participer pleinement dans le monde entier, dans l'esprit du front unique : marcher séparément, frapper ensemble – avec pleine liberté de critique politique dans le cadre d'un effort commun en défense des intérêts du prolétariat international ! Nous saluons les COBAS pour avoir pris l'initiative de cette campagne.

Dès que cette campagne d'aide matérielle pour les ouvriers yougoslaves a été portée à notre attention par le CODISPRO, l'organisation de défense légale et sociale dont le but est en accord avec les positions de nos camarades de la Lega Trotskista d'Italia, la LCI s'est activement jointe à cette campagne. Lors d'une manifestation contre la guerre à Londres le 8 mai, plus de 250 livres sterling ont été collectées, un geste qui a permis aux manifestants de prendre activement position contre leur « propre » bourgeoisie, et de faire quelque chose qui aidera concrètement les ouvriers yougoslaves qui souffrent sous les bombardements de l'OTAN. Cette opposition révolutionnaire, prolétarienne et internationaliste à notre propre classe dirigeante démasque totalement la misérable bande du « Secours ouvrier pour le Kosovo » de la pseudo-« extrême gauche » pour ce qu'ils sont : des marionnettes de Blair, Clinton et Jospin. (Effectivement, c'est facile de les démasquer quand Workers Power – Pouvoir ouvrier en France – manifestait à Londres en avril au milieu de panneaux tels que « Bonne chance à l'OTAN ! ») En 1993, Workers Power et d'autres centristes et réformistes avaient mis sur pied un « Secours ouvrier pour la Bosnie » qui, tout en simulant le secours ouvrier international, travaillait en fait la main dans la main avec les troupes de l'ONU au service des Musulmans de Bosnie contre les Serbes. Ce faisant, ces militants de gauche qui ont une posture « contre la guerre », ont contribué à préparer le terrain pour l'intervention militaire impérialiste directe qui a lieu aujourd'hui contre les Serbes en Yougoslavie.

En France, nous avons un devoir spécial de prendre position contre la guerre meurtrière menée dans les Balkans par l'OTAN et en particulier par l'impérialisme français et son gouvernement capitaliste dirigé par Jospin et Gayssot. Le Comité de défense sociale (CDDS) collecte des fonds – et en fait la donation jusqu'au dernier centime – pour la campagne d'aide aux ouvriers yougoslaves appelée par les COBAS. Leur but est de collecter un milliard de lires (environ 3,4 millions de francs) et de transmettre les fonds directement aux ouvriers de Zastava et d'autres usines bombardées. Nous appelons instamment nos lecteurs à donner généreusement et à fournir une aide matérielle directe aux ouvriers et à leurs familles qui luttent pour survivre face à la guerre meurtrière d'agression contre la Serbie et sa population civile menée par l'OTAN et la France. Voilà vraiment une cause dans l'intérêt de tous les travailleurs. ***La classe ouvrière n'a pas de patrie ! Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière ! Défense de la Serbie !***

Contributions au Comité de défense sociale (mention « pour les ouvriers yougoslaves »), à envoyer au : Comité de défense sociale – MBE 167 – 108, rue Damrémont – 75018 Paris. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France. ■

Ralston...

Suite de la page 5

« *Nous n'allons pas nous opposer à cette délibération qui prévoit des forces de police supplémentaires sur Elbeuf. Il y a de bonnes choses dans ce contrat local de sécurité même si je n'approuve pas tout* » (*Journal d'Elbeuf*, 29 septembre 1998).

Les vacances d'été ont été le point tournant de la politique des directions syndicales. Comme tous les ans l'usine avait fermé pendant un mois. Lors de l'occupation d'un péage (et oui, encore !), le dirigeant de la CFDT déclarait qu'ils « *refusaient les licenciements et exigeaient* le reclassement *de tout le personnel* ». Mais un mois plus tard, l'intersyndicale CGT/CFDT déclarait : « *Nous sommes toujours en lutte pour que personne ne reste sur la touche* [...] *et nous réclamons 500 000 frs de prime de départ par personne* » (*Paris-Normandie*, 1er octobre 1998). Il était alors évident que les directions (l'intersyndicale) avaient mis au placard leur « programme maximum » d'« interdiction des licenciements » et commençaient à préparer les ouvriers à leur licenciement à venir. Chatroussat, dirigeant local de VDT, lors de leur meeting du 12 novembre déclara alors qu'« *ils ne peuvent pas obtenir l'interdiction des licenciements à l'échelle de Ralston* ». Cet aveu d'impuissance, qui visait à excuser le programme de VDT de pression sur le gouvernement, semblait avoir secoué les militants.

Lors de nos interventions sur cette lutte, le premier réel choc, pour nous, a été le décalage incroyable entre les articles de VDT (avec des titres pompeux comme « La tension monte d'un cran » ou « Une combativité qui se fait sentir ») et le sentiment très présent chez les ouvriers que c'était foutu. En fait, on tenait dans la réalité ce que l'on disait depuis des mois : VDT pense que l'arrivée au pouvoir du front populaire de Jospin est un pas en avant et va s'exprimer à travers une combativité accrue des ouvriers ; le programme de VDT, en faisant pression sur le front populaire par son plan d'urgence, maintient des illusions dans le capitalisme ; en réalité, le front populaire vient au secours de la bourgeoisie en désarmant la classe ouvrière par le biais des lieutenants du capital dans le mouvement ouvrier que sont les directions syndicales ; et c'est ***concrètement*** ce rôle qu'ont joué VDT et la LCR.

Finalement, six mois après l'annonce des licenciements par la direction, la grève a commencé le 29 septembre pour se terminer le 8 octobre, remportant une prime de licenciement de 130 000 F et la promesse de quelques reclassements supplémentaires dans une région ravagée par le chômage, ce que VDT s'empressera de présenter comme une grande victoire !

Il faut dire que VDT, pour se couvrir, avait par avance annoncé qu'« *on ne se bat pas contre le gouvernement français mais contre un holding américain* ». Ce point sera d'ailleurs repris par Chatroussat lui-même lors d'un meeting le 12 novembre, où il déclare que les ouvriers de Ralston ne peuvent pas se battre contre une entreprise dont le siège social est dans le Minnesota ! Ce que cela montre c'est que leur perspective de pression sur Jospin afin qu'il atténue les rigueurs du capitalisme dans les limites de son petit fief, est diamétralement opposée à la lutte des classes et à la conscience révolutionnaire. Et pour camoufler la débilité de sa perspective, VDT fait appel au chauvinisme, utilisant les capitalistes américains comme bouc émissaire pour protéger le capitalisme français, tout aussi rapace que les autres. Mais, comme le montre l'exemple de Ralston, le capitalisme est un système international et c'est seulement avec une perspective internationaliste, la compréhension bien claire que l'intérêt « national » n'est que l'intérêt des patrons, ainsi qu'avec des méthodes de lutte de classe, que les ouvriers peuvent se défendre. « *Ouvriers de tous les pays, unissez-vous !* » ■

Serbie...

Suite de la page 1

diffusé clandestinement aux ouvriers et aux soldats, nous enseigne : « *Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre : "Ni victoire ni défaite", adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser.* »

Lénine soulignait que dans le cas d'une guerre impérialiste contre une petite nation ou un peuple semi-colonial, c'est le devoir de la classe ouvrière de non seulement lutter pour la défaite de « son » gouvernement mais aussi de défendre les victimes de l'agression impérialiste. Dans la guerre actuelle, nous sommes pour la défense militaire de la Serbie sans donner au régime de Milosevic le moindre soutien politique. Nous avons soutenu le droit à l'autodétermination de la population albanaise du Kosovo contre le régime chauvin serbe de Belgrade jusqu'à ce que l'OTAN utilise les séparatistes albanais comme des pions pour ses visées prédatrices. Pour les marxistes, le droit démocratique à l'autodétermination des Albanais du Kosovo est nécessairement subordonné ***aujourd'hui*** à la lutte contre les bombardements et la menace d'intervention impérialistes.

En fait, le bain de sang nationaliste tous azimuts dans les Balkans a été directement provoqué par les impérialistes dans leur ardeur à détruire l'ancien Etat ouvrier déformé de Yougoslavie par la contre-révolution capitaliste. La République socialiste fédérative de Yougoslavie s'est constituée à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, durant laquelle les partisans communistes de Tito se sont battus contre l'armée d'occupation de la Wehrmacht de l'Allemagne nazie ainsi que contre les fascistes croates oustachis et les royalistes serbes tchetniks. Les partisans de Tito étaient la seule force en Yougoslavie qui pendant la guerre s'opposait aux massacres interethniques. Mais les idéaux socialistes et démocratiques auxquels faisait appel publiquement le régime de Tito ont été sapés par les déformations bureaucratiques et les limitations inhérentes au stalinisme, avec son programme de construction du socialisme dans un seul pays. Tito a introduit « le socialisme de marché » qui ouvrait la Yougoslavie à la pénétration économique impérialiste et renforçait les disparités entre les différentes régions, alimentant ainsi le nationalisme renaissant.

Après la mort de Tito, la bureaucratie a commencé à se fracturer selon des clivages nationaux. Milosevic, qui en tant que dirigeant de la banque centrale avait engagé des « réformes de marché », a lancé sa carrière politique en faisant appel au chauvinisme de « la grande Serbie », notamment contre les Albanais du Kosovo. En cela, il personnifiait le lien entre la restauration capitaliste et le nationalisme. Mais Milosevic n'était pas seul de ce point de vue. Son homologue croate, Franjo Tudjman, idolâtre les oustachis fascistes de la Deuxième Guerre mondiale – des fantoches des nazis allemands – et le dirigeant bosniaque Alija Izetbegovic est un nationaliste forcené et un réactionnaire islamiste. Les marxistes s'opposent au poison du nationalisme et combattent pour l'unité de classe des ouvriers de Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie, Macédoine, Monténégro et du Kosovo pour le renversement de tous les régimes nationalistes sanguinaires de la région depuis Milosevic jusqu'à Tudjman. Pour une fédération socialiste des Balkans !

La crise terminale de la Yougoslavie titiste s'est produite au début de 1991, lorsque les régimes nationalistes réactionnaires fraîchement élus de Croatie et de Slovénie déclarèrent leur sécession de l'Etat fédéral. L'Allemagne intervint comme un rouleau compresseur pour forcer ses alliés européens à reconnaître leur indépendance. Les Etats-Unis se joignirent alors à l'Allemagne en faisant pencher la balance en faveur d'une Bosnie indépendante sous la direction des forces nationalistes musulmanes. En Croatie, les Etats-Unis et l'Allemagne fournirent au régime fascisant de Tudjman non seulement d'énormes quantités d'armes modernes mais aussi un entraînement et des conseillers militaires de haut niveau. Ceci permit au milieu de 1995 à l'armée croate, avec l'aide d'attaques aériennes de l'OTAN, de mettre en déroute les forces armées serbes. Des centaines de milliers de civils serbes furent alors expulsés par les forces armées croates au cours de l'acte de « purification ethnique » le plus important de la guerre. En même temps, en Bosnie, les Etats-Unis finançaient et armaient secrètement les tueurs intégristes islamiques, y compris les égorgeurs *moudjahidin* qui avaient combattu l'Armée rouge en Afghanistan.

AFP/Pascal Guyot

L'impérialisme des « droits de l'Homme » : juin 1994, « opération Turquoise ». L'armée française pointe un missile vers le Rwanda et protège les responsables du régime génocidaire à sa botte qui a massacré plus de 800 000 personnes.

Les euro-« socialistes »

La guerre est toujours le test décisif pour les révolutionnaires. Trotsky soulignait que la position prolétarienne sur la guerre exigeait « *une rupture véritable et complète avec l'opinion publique officielle sur la question extrêmement brûlante de la "défense de la patrie".* » La pseudo-extrême gauche fournit la preuve par la négative de la remarque de Trotsky. Ils reprennent, de concert avec les impérialistes, le cri de guerre du « pauvre petit Kosovo » tout en refusant de défendre la Serbie dont le ***droit*** même ***à l'existence nationale*** est attaqué par les puissances impérialistes. Malgré un vernis pacifiste d'opposition à la guerre, ils marchent au pas derrière les buts de guerre de leurs propres impérialismes et des gouvernements sociaux-démocrates et de front populaire qu'ils ont soutenus dans les élections. Ce qu'ils disent : arrêt des bombardements de l'OTAN ; traduisez : pour une intervention militaire terrestre dans les Balkans sous contrôle de l'Union européenne. Aujourd'hui, pour ces militants de gauche de la « mort du communisme » qui ont depuis longtemps perdu toute confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat, ce sont les impérialistes sanguinaires – que ce soit sous le drapeau de l'ONU ou de l'Union européenne ou de l'OTAN – qui sont le moyen d'apporter « les droits de l'homme » aux peuples opprimés du monde !

Dans sa propagande soi-disant « anti-guerre », la « gauche » européenne fait ni plus ni moins fonction de porte-parole pour sa propre bourgeoisie impérialiste, dont les intérêts ne sont pas du tout les mêmes que ceux des impérialistes américains. « *La collaboration avec l'OTAN dans la crise yougoslave n'est qu'un manteau qui cache de grandes divergences entre les Etats-Unis et leurs alliés européens* », disait un ex-fonctionnaire de l'ONU au *Chronicle* de San Francisco. Le même article (15 avril) citait une série de personnes couvrant toute la gamme, de la gauche à la droite, qui « *considèrent que l'intervention au Kosovo est une tentative à peine déguisée d'imposer la volonté de Washington à l'avenir de l'Europe* ». En France le *Chronicle* faisait remarquer que « *les commentaires des journaux sont si opiniâtrement hostiles aux Etats-Unis qu'un lecteur pourrait bien imaginer que Paris est en guerre non contre l'armée yougoslave mais contre le Pentagone* ». Quant à l'ex-chancelier allemand Helmut Schmidt, il s'est plaint d'être « *tenu en laisse par les Américains* ».

Ainsi la « gauche » agit en éclaireur pour sa propre bourgeoisie : son « anti-américanisme » est un substitut bon marché et un obstacle à l'internationalisme prolétarien anti-impérialiste. Les mots d'ordre avancés par la « gauche », qui nage dans le sens du courant de l'« opinion publique » bourgeoise, s'accordent avec ceux des fascistes patentés ; par exemple, en Allemagne les nazis avancent le mot d'ordre « *Pas de sang allemand pour des intérêts étrangers !* »

Les moins subtils des ***faucons*** « de gauche » sont peut-être les ex-partis staliniens, comme par exemple le PC français qui est bien sûr dans le gouvernement. Dans un tract signé par le PCF et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) à Rouen dont le titre était « L'Europe et la France doivent participer à la construction de la paix », les signataires se plaignaient de ce que les bombardements de l'OTAN n'avaient pas viré Milosevic : « *Milosevic reste ! Les Albanais sont chassés ou massacrés ! Tels sont les premiers résultats de cette aventure militaire. La paix dans la région suppose au contraire un soutien actif et déterminé aux faibles forces sociales et démocratiques qui luttent contre les dictatures nationalistes et pour les droits des minorités ethniques.* »

La LCR pseudo-trotskyste, section française du Secrétariat unifié (SU), bat les tambours de la guerre de façon plus explicite dans sa propre presse. La LCR a appelé ouvertement à ***l'intervention militaire impérialiste au Kosovo*** sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) – un bloc militaire dominé par l'Europe – ou celle des Nations Unies. Dans son numéro du 1er avril, *Rouge* déclarait : « *L'OTAN n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire.* » La semaine suivante une déclaration de *Rouge* soutenait un accord avec la Serbie où l'ordre serait maintenu par « *une force multinationale sous le contrôle de l'ONU* ». L'ONU – cette véritable caverne de brigands et leurs victimes – est l'intrument du militarisme impérialiste, depuis la guerre de 1950-53 contre l'Etat ouvrier déformé de Corée du Nord jusqu'au massacre de dizaines de milliers d'Irakiens pendant la guerre du Golfe de 1991.

Le SU d'Alain Krivine se fait le porte-parole de l'impérialisme français et s'oppose à l'intervention de l'OTAN, dominée par les USA, pour réclamer l'envoi d'un corps expéditionnaire impérialiste européen dans les Balkans. Rifondazione Comunista (RC) en Italie et le PDS en Allemagne (ainsi que certains membres du SPD tels que l'ancien secrétaire général Oskar Lafontaine) donnent à peu près dans le même genre d'anti-américanisme. Le gouvernement américain est certes la puissance militaire impérialiste dominante, mais essayer de faire croire que les Etats impérialistes européens ont de meilleures intentions que les USA n'est que du social-patriotisme méprisable. Faut-il supposer que la bourgeoisie allemande d'Auschwitz est moralement meilleure que son homologue américaine ? Et la sale histoire du colonialisme français en Algérie et en Indochine alors ? Ou celle de l'empire britannique qui a pillé et assassiné en Irlande, en Inde, en Afrique et au Moyen-Orient ? Quant à la bourgeoisie italienne, c'est elle qui a inventé les camps de concentration en Libye, qui a été la première à utiliser les gaz toxiques contre la population éthiopienne et qui a perpétré d'innombrables actes de sauvagerie dans les Balkans pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'organisation française pseudo-trotskyste Lutte ouvrière (LO) a la réputation méritée de capituler devant les préjugés arriérés de la classe ouvrière en niant les oppressions spécifiques, que ce soit l'oppression des femmes, l'homophobie, le racisme ou la question nationale en France, où tout comme le reste de la pseudo-extrême gauche elle refuse le droit à l'autodétermination des Basques en France. Pourtant LO s'est soudain faite le champion du droit à l'autodétermination du peuple kosovar. Dans son numéro du 9 avril, *Lutte ouvrière* écrit : « *Si le gouvernement français, comme les autres gouvernements occidentaux, aidait réellement les Kosovars, cela se saurait et l'on verrait alors autre chose que ces interminables files de réfugiés épuisés que la télévision nous montre.* » LO a beau prétendre s'opposer aux attaques de l'OTAN, la logique de cette position c'est que les impérialistes devraient intervenir de façon plus décisive et vraiment écraser les Serbes. En présentant Milosevic – plutôt que les impérialistes – comme l'ennemi principal dans ce conflit, LO joue les couvertures de gauche de sa bourgeoisie.

Dans la même veine, la minuscule Tendance bolchévique internationale (IBT), qui se moque de l'indépendance du Québec et qui a en général la réputation d'être indifférente aux droits des peuples opprimés, comme les catholiques en Irlande du Nord, réclame aujourd'hui à cor et à cri l'« autodétermination du Kosovo » – apparemment ils ne défendent l'indépendance que pour ceux qui ont un parrainage impérialiste.

En Italie, Rifondazione prêche la con-

Suite page 8

Pour contacter la Ligue trotskyste et la Jeunesse spartaciste

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

Serbie...

Suite de la page 7

fiance dans les Nations Unies et appelle à une conférence des puissances européennes ***capitalistes*** pour résoudre la crise des Balkans. RC se vautre dans l'anti-américanisme pour cacher son soutien à sa propre bourgeoisie. L'appel de RC à fermer la base aérienne de l'OTAN en Italie est soulevé du point de vue du nationalisme italien et dans l'intérêt d'une Europe capitaliste plus forte dirigée contre ses rivaux impérialistes (comme les Etats-Unis). Nous, trotskystes, ce n'est pas à l'Etat bourgeois que nous faisons appel, mais au contraire au prolétariat italien pour des actions ouvrières contre les bases des USA et de l'OTAN, à partir desquelles cette guerre meurtrière est lancée contre les intérêts de tous les ouvriers – serbes, italiens, albanais et américains. Nous disons : Ecrasons l'alliance contre-révolutionnaire de l'OTAN par la révolution ouvrière !

Un supplément de quatre pages publié le 10 avril par Proposta, la flasque opposition « de gauche » de RC, n'appelle à aucun moment au retrait immédiat des troupes italiennes des Balkans. Proposta a soutenu le gouvernement bourgeois précédent de l'« Olivier » et de RC qui a envahi l'Albanie.

Le social-chauvinisme c'est la défense des « intérêts nationaux », c'est-à-dire demander à la classe ouvrière de s'identifier aux buts impérialistes de la classe capitaliste au pouvoir. Cela signifie l'abandon explicite de la lutte de classe par les réformistes et les dirigeants syndicaux pro-capitalistes. Les bureaucrates italiens de la CGIL-CISL-UIL ont ainsi mis fin à une grève des chemins de fer dès que la guerre a éclaté ! Les ouvriers serbes ne sont pas l'ennemi des cheminots italiens ! L'ennemi c'est la bourgeoisie italienne !

Comme Lénine l'affirmait : « *Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de "son" gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution.* » Les dirigeants réformistes des syndicats sont achetés avec les miettes du profit impérialiste. En France, les syndicats reçoivent plus de revenus de l'Etat et des capitalistes que de leurs propres membres. Les groupes de la pseudo-extrême gauche comme LO et la LCR reproduisent cette corruption politique en se faisant eux-mêmes subventionner par l'Etat bourgeois. Mais celui qui paie la facture choisit la politique ! Nous luttons pour ***une complète indépendance des syndicats par rapport à l'Etat capitaliste !***

Sous l'impact d'une guerre importante en Europe dans laquelle les puissances impérialistes sont impliquées, des « révolutionnaires » et des « anti-impérialistes » d'antan vont aujourd'hui jusqu'à participer à des manifestations pro-impérialistes pour la guerre. Les centristes de Workers Power (WP) se sont joints le 10 avril à l'Alliance for Workers Liberty, profondément travailliste, dans une manifestation du Secours ouvrier pour le Kosovo (Workers Aid for Kosova) à Londres où les drapeaux de l'OTAN et de l'Albanie flottaient partout ainsi que des panneaux disant « *OTAN bonne chance* » et « *OTAN maintenant ou jamais* ». « Workers Aid for Kosova » prend pour modèle « Workers Aid for Bosnia » de 1995, qui sous le prétexte de fournir une aide humanitaire aux ouvriers en Bosnie, encourageait le soutien au gouvernement musulman bosniaque et travaillait main dans la main avec les troupes des Nations Unies dans la guerre fratricide entre Serbes, Croates et Musulmans. Il a ainsi servi de cheval de Troie pour une intervention militaire impérialiste directe contre les Serbes de Bosnie.

Dans une déclaration distribuée à une réunion publique du 30 mars, l'internationale de WP, la Ligue pour une Internationale communiste révolutionnaire (LICR), prétendait défendre les Serbes contre l'attaque de l'OTAN – « *sauf au Kosovo qu'ils n'ont pas le droit d'occuper* » ! En même temps, WP demande aux séparatistes albanais de « *tirer entièrement parti d'un point de vue militaire du bombardement impérialiste pour chasser les forces "yougoslaves"* », en ajoutant « *si la première préoccupation* [de Clinton et Blair] *était les Kosovars ils reconnaîtraient leur Etat et donneraient des armes à l'Armée de libération du Kosovo pour chasser les troupes serbes* ». C'est un appel sans fard aux impérialistes de l'OTAN.

Le Bolchévik

Manifestation des sans-papiers, le 27 mars. La LTF lie la terreur impérialiste de la bourgeoisie française dans les Balkans et la terreur raciste dans les banlieues.

En fait Workers Power soutient toutes les forces réactionnaires dans les Balkans (y compris en Serbie) du moment qu'elles s'opposent à l'ennemi principal actuel des impérialistes, Milosevic. Ainsi, en juin 1991, quand le Quatrième Reich allemand était en train de manigancer la destruction de l'Etat ouvrier déformé yougoslave, il a appelé à la reconnaissance immédiate des déclarations d'indépendance slovène et croate qui étaient pour la restauration du capitalisme. Un an plus tard, l'affilié autrichien de WP, ArbeiterInnenstandpunkt, se trouvait dans un « front unique » avec le représentant local de la Renaissance nationale serbe de Vuk Draskovic, une organisation de monarchistes grands-serbes et de fascistes tchetniks, à l'époque en opposition à Milosevic. Durant les frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie en 1995, WP a refusé de défendre ne serait-ce que sur le papier les Serbes de Bosnie contre les impérialistes.

Cela ne peut être plus clair : les organisations de la pseudo-extrême gauche sont social-chauvines ; le fond de leur ligne c'est de soutenir les buts de guerre impérialistes dans les Balkans, malgré toutes leurs contorsions théoriques pour essayer de concilier leur opposition en paroles à l'OTAN avec leur soutien à l'Armée de libération du Kosovo (UCK) qui est maintenant simplement un fantoche de l'OTAN. Lénine polémiquait contre les sociaux-chauvins de son époque et contre Karl Kautsky, un des principaux dirigeants du SPD allemand qui durant la première guerre interimpérialiste faisait preuve de « loyauté au marxisme en paroles » et de « subordination à l'opportunisme en actes ». Lénine écrivait que « *Kautsky "concilie" la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc.* » (Lénine, *le Socialisme et la guerre*, 1915). Mais les « gauches » d'aujourd'hui comme Workers Power sont en fait loin à droite de Karl Kautsky.

Il a fallu que la Première Guerre mondiale éclate, en 1914-18, dans une orgie de chauvinisme, pour que s'effondre la Deuxième Internationale, lorsque les « socialistes » de l'époque envoyèrent la classe ouvrière au massacre. Aujourd'hui lorsque les premières bombes sont tombées sur les peuples des Balkans, la pseudo-« gauche » était déjà prosternée devant son propre impérialisme. Lors de la Première Guerre mondiale, Lénine appelait les ouvriers à transformer la guerre interimpérialiste en une guerre civile dans tous les pays belligérants et exigeait que les socialistes authentiques scissionnent de la Deuxième Internationale.

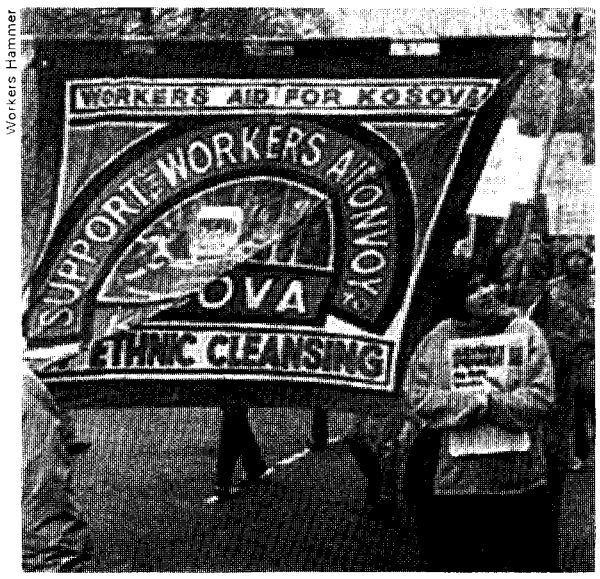
La prosternation idéologique de la pseudo-extrême gauche devant l'impérialisme reflète ses nombreuses années de soutien à l'impérialisme occidental contre l'Union soviétique au nom de la « démocratie » et des « droits de l'homme ». Tant que l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est existaient, nous, en tant que trotskystes, appelions à leur défense militaire inconditionnelle contre l'impérialisme et la contre-révolution interne. Nous appelions à une révolution politique prolétarienne pour chasser les bureaucraties staliniennes nationalistes. Par contre, la pseudo-extrême gauche a soutenu toutes sortes de forces pro-capitalistes au nom de l'« antistalinisme ». Le Socialist Workers Party (SWP – Parti socialiste ouvrier) britannique capitaliste d'Etat de Tony Cliff et ses satellites, les pseudo-trotskystes comme le SU et Workers Power (ce dernier avec quelques contradictions) se sont tous opposés à l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, le dernier acte objectivement progressiste de la bureaucratie du Kremlin. Au début des années 1980, ils ont soutenu ensemble et avec ferveur Solidarność qui était parrainé par la CIA et le Vatican, et qui était aux avant-postes de la campagne pour la restauration capitaliste en Europe de l'Est. Une dizaine d'années plus tard, tous ces groupes ont applaudi quand Eltsine et ses « démocrates » pro-impérialistes ont lancé la contre-révolution qui allait détruire l'Union soviétique.

Le SWP, qui s'est réjoui lorsque le New Labour a été élu, est à la traîne du travailliste « de gauche » Tony Benn ; il dit : « *Tony Benn s'est opposé à la guerre des Malouines, à la guerre du Golfe, et à cette guerre* » (brochure du SWP « Arrêtez la guerre », avril). Tony Benn est un nationaliste de la « petite Angleterre » qui a appelé à des sanctions de l'ONU pendant la guerre du Golfe et qui se plaint du fait que les bombardements n'ont pas reçu l'autorisation de l'ONU. En même temps, la presse du Parti socialiste (ex-« Militant ») appelle à l'« *action ouvrière pour renverser Milosevic* » (*Socialist*, 16 avril), alors que, inutile de le dire, elle n'appelle jamais les ouvriers britanniques à renverser le capitalisme britannique.

Le Socialist Labour Party (SLP), dirigé par Arthur Scargill, dirigeant des mineurs, ne fait pas partie de ceux qui, en Grande-Bretagne, s'indignent sur le « pauvre petit Kosovo ». Un communiqué de presse du SLP, le 24 mars, citant Scargill, qualifiait carrément le premier ministre travailliste Tony Blair d'assassin. Il soulignait l'hypocrisie des impérialistes, notant que « *la Grande-Bretagne occupe toujours une partie de l'Irlande* ». Cependant, Scargill déclarait que les bombardements se font « *sans même la feuille de vigne d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies* » ce qui dénote une certaine confiance dans cette institution des impérialistes. Une déclaration, plus à gauche, de la fédération du SLP à Normanton avait pour titre : « Défense de la Yougoslavie et de l'Irak – Combattons l'impérialisme ». La déclaration qualifiait correctement le New Labour Party de Blair d'« *antiouvrier, pro-impérialiste* » et expliquait : « *Nous croyons fermement au principe du droit des nations à l'autodétermination, et dans le cas de la Yougoslavie cela signifie le droit d'une nation souveraine à résoudre ses propres problèmes.* » Cependant, les deux déclarations du SLP ne critiquent ni l'une ni l'autre le virulent chauvinisme serbe de Milosevic.

Pourtant, dans le numéro d'avril-mai de son journal *Socialist News*, le SLP ne parle pas de défaite de l'impérialisme, fait un appel sous-entendu à une intervention terrestre (« *Ni Clinton ni Blair n'ont l'intention d'envoyer leurs soldats au Kosovo du côté de l'Armée de libération kosovar* ») et déclare que « *le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, le premier ministre russe Yevgeni Primakov et le Pape doivent concevoir une espèce de négociation de paix qui stopperait les bombardements* » ! Tu parles d'une sainte-alliance ! Le Pape qui a joué un rôle clé dans la contre-révolution de Solidarność en Pologne ; le chef de l'ONU qui a envahi Haïti et la Somalie et qui est en train d'affamer l'Irak ; et le premier ministre de la Russie capitaliste « post-soviétique » ! Et maintenant le SLP les implore de nous apporter la paix ! Le gouvernement Thatcher s'était servi de l'opposition de Scargill à Solidarność, le « syndicat » du Vatican, pour s'attaquer à Scargill et casser le syndicat des mineurs britanniques, avant et pendant la grève des mineurs de 1984-85.

Les militants du SLP qui veulent s'opposer à l'impérialisme britannique doivent comprendre que la tradition politique « travailliste à l'ancienne mode » à laquelle le SLP aime toujours revenir n'a rien d'anti-impérialiste. Les nationalistes de la « petite Angleterre » du Labour Party



Workers Hammer

La soi-disant extrême gauche derrière l'impérialisme des « Droits de l'Homme » : à Londres, le 10 avril, les centristes de Workers Power (Pouvoir ouvrier en France) dans la manifestation de « Workers Aid for Kosova » [Aide ouvrière pour le Kosovo].

d'avant Blair se sont mis du côté de leur propre impérialisme, de l'Inde à l'Irlande, sans oublier les « tests de virginité » pour les femmes asiatiques cherchant à entrer en Grande-Bretagne. La ligne du travaillisme c'est la soi-disant voie parlementaire vers le socialisme – comme si la bourgeoisie allait remettre le pouvoir d'Etat au prolétariat après une élection démocratique ; en attendant, ils cherchent à participer à la gestion « humaine » du système capitaliste. On ne peut pas lutter contre la guerre impérialiste sans un combat révolutionnaire contre le système capitaliste qui engendre la guerre.

La classe ouvrière doit lutter contre l'oppression nationale et raciale

Avec Lénine et Trotsky, les bolchéviks ont dirigé les masses ouvrières russes qui ont victorieusement écrasé l'Etat capitaliste en Octobre 1917. Les bolchéviks ont sorti la Russie révolutionnaire du carnage impérialiste et fondé l'Internationale communiste dans l'objectif d'étendre la révolution au monde entier.

Mais, en Europe de l'Ouest, contrairement à la Russie, les immenses possibilités qu'offrait la situation créée par la Première Guerre mondiale n'ont pas conduit au renversement de la bourgeoisie par le prolétariat. La responsabilité principale en incombe à la social-démocratie. Ces hyènes sanguinaires de la contre-révolution ont bien servi leurs maîtres bourgeois, massacrant des révolutionnaires comme les communistes allemands Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. La pression de l'encerclement impérialiste sur l'Etat ouvrier soviétique économiquement arriéré, la dévastation de la classe ouvrière russe dans la guerre civile qui a écrasé les forces contre-révolutionnaires russes et impérialistes, ainsi que l'échec de la révolution prolétarienne à l'extérieur ont créé une situation favorable à une contre-révolution politique en 1924 (Thermidor), dans laquelle le pouvoir politique a été usurpé par une caste nationaliste parasitaire, dirigée par Staline et ses héritiers. Leur dogme erroné de « construction du socialisme dans un seul pays » signifiait en pratique une accommodation à l'impérialisme. Le programme stalinien de la collaboration de classes a conduit à la défaite de révolutions ouvrières naissantes, comme en Chine en 1925-27, en Espagne en 1936-39, en Italie en 1943-45 et en France en mai 1968. Ayant détruit la conscience internationaliste révolutionnaire du prolétariat soviétique, la bureaucratie stalinienne a finalement dévoré l'Etat ouvrier, introduisant la contre-révolution capitaliste en 1991-92.

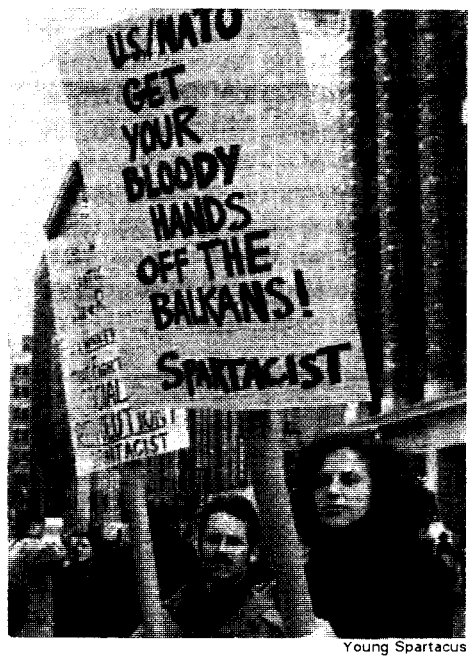
Le président impérialiste américain Jimmy Carter a mené la deuxième guerre froide sous le prétexte des « droits de l'homme ». Aujourd'hui, les impérialistes et leurs larbins se servent des « droits de l'homme » pour justifier leurs buts de guerre. Pendant la Première Guerre mondiale, c'est au nom de la libération de la Belgique que la Grande-Bretagne et la France ont justifié leur guerre contre l'Allemagne tandis que l'Allemagne prétendait lutter pour libérer la Pologne de la Russie. Lénine a ridiculisé cette duperie bourgeoise avec férocité. Bien que soutenant fortement le droit de la Pologne à l'autodétermination, il argumentait qu'avancer ce mot d'ordre dans le contexte d'une guerre interimpérialiste ne pouvait que signifier « *tomber* [...] *dans une plate servilité à l'égard d'*une *des monarchies impérialistes* » (« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », juillet 1916).

La bourgeoisie, qui pleure aujourd'hui sur « le pauvre petit Kosovo », perpétue pourtant de nombreux cas d'oppression nationale et raciale, y compris en Europe de l'Ouest. La bourgeoisie française opprime et expulse des milliers de Nord-Africains et autres sans-papiers de « la belle France ». L'Allemagne déporte des Kurdes voués à une répression certaine et peut-être même la mort en Turquie. Les réfugiés bosniaques ont eux aussi été victimes de déportations en masse par le Quatrième Reich. L'Italie a fait couler un bateau de réfugiés albanais en haute mer. Les peuples roma et sinti sont horriblement persécutés à travers toute l'Europe « socialiste ».

La répression du peuple basque révèle ce que signifie l'« unité européenne » capitaliste : c'est la coordination transnationale de la terreur d'Etat policier contre des peuples opprimés luttant pour leur libération. Nous exigeons la liberté pour les nationalistes basques dans les prisons françaises et espagnoles, et appelons au ***droit à l'autodétermination des Basques, au nord aussi bien qu'au sud des Pyrénées*** !

La LCI lutte pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande du Nord, dans le cadre de la lutte pour une république ouvrière irlandaise dans une fédération socialiste des îles britanniques. Dans cette situation de peuples interpénétrés, dans laquelle c'est actuellement la minorité catholique qui est opprimée dans l'Etat orangiste protestant, nous reconnaissons qu'il n'y a pas de solution équitable à l'oppression nationale à moins que le prolétariat ne se mobilise à travers les îles britanniques, pour le renversement révolutionnaire de l'impérialisme britannique, détruisant tant l'Etat orangiste que l'Etat clérical catholique du Sud.

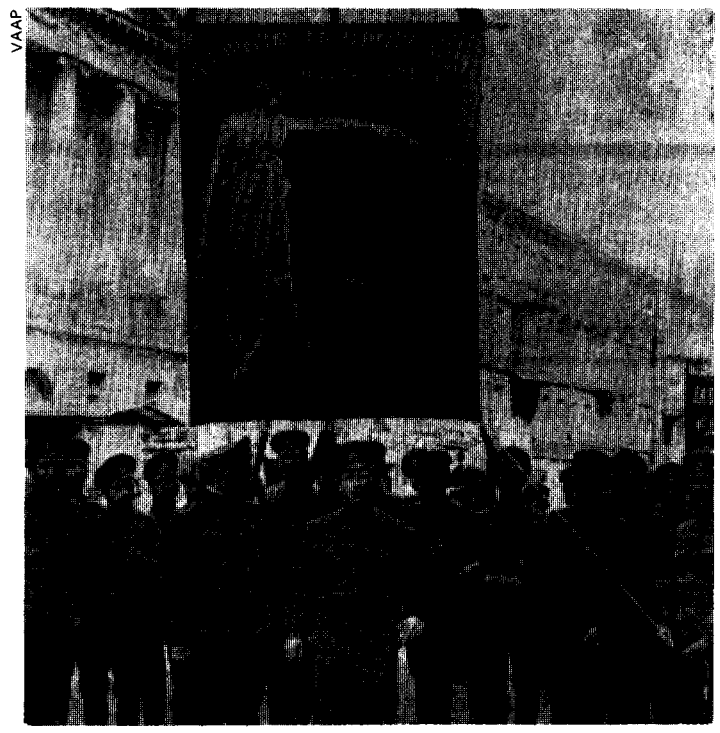
Les impérialistes, qui poussent les hauts cris sur Milosevic, font pourtant le silence sur l'oppression des Kurdes en Turquie, qui sont aussi victimes de transferts forcés massifs de population. Le gouvernement de Turquie, le bastion du Sud-Est de l'OTAN, mène depuis 14 ans une guerre contre la population opprimée kurde qui a fait 30 000 morts, a totalement détruit 3 500 villages et a forcé plus de trois millions de Kurdes à fuir de chez eux. Il est à remarquer que c'est la CIA qui a capturé le dirigeant du Parti ouvrier du Kurdistan (PKK) nationaliste petit-bourgeois, Abdullah Öcalan, et que tous les pays européens lui ont refusé l'asile politique, alors qu'en Allemagne le PKK est interdit. Nous disons : Liberté pour Öcalan ! A bas la persécution des militants kurdes ! Pour une république socialiste du Kurdistan unifié !



Young Spartacus

Nos camarades du groupe de jeunesse spartaciste interviennent à l'Université de New York le 23 mars.

A l'intérieur de l'Europe le nationalisme bourgeois s'exprime dans l'intensification aiguë du racisme dirigé contre les communautés à la peau foncée en Europe et contre les immigrés d'Europe de l'Est, qui doivent subir les déportations en masse, la violence de l'Etat et des fascistes. On se débarrasse des immigrés dont on n'a plus besoin comme « ouvriers invités » [*Gastarbeiter*] pour faire un sale boulot mal payé alors que les jeunes de la deuxième génération en particulier sont regardés avec mépris par la bourgeoisie : ces jeunes sans emploi et sans avenir, la bourgeoisie les craint comme une matière inflammable prête à exploser. Dans toute l'Europe, les régimes capitalistes gouvernés par de soi-disant « socialistes » déchaînent leurs flics pour terroriser les jeunes des minorités, et dans la Grande-Bretagne de Blair l'oppression des Noirs et des Asiatiques est devenue tellement embarrassante que le gouvernement a été forcé de reconnaître qu'il y avait un « racisme institutionnalisé » dans la police.


VAAP

La guerre est la mère des révolutions : Les soldats de Petrograd, en juin 1917, lèvent une bannière pour la Troisième Internationale quelques mois seulement avant que la révolution d'Octobre n'amène au pouvoir les ouvriers. La LCI combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre.

L'oppression raciste est intégralement liée au mécanisme de l'exploitation capitaliste. Depuis l'effondrement de l'URSS, les régimes sociaux-démocrates et les gouvernements de front populaire (des coalitions qui lient les partis ouvriers à la bourgeoisie dans le gouvernement) ont été mis en place, avec pour but explicite de détruire « l'Etat-Providence ». Les capitalistes au pouvoir ne se sentent plus obligés de maintenir un niveau de vie élevé pour les ouvriers occidentaux comme lorsqu'ils devaient concurrencer les avantages sociaux des économies planifiées des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est résultant de la victoire de l'Armée rouge dans la Deuxième Guerre mondiale. Pour la bourgeoisie qui cherche à augmenter le taux d'exploitation, les immigrés ne sont pas simplement les cibles de déportation, ils servent aussi de boucs émissaires bien commodes pour le chômage et la misère grandissante. Le racisme anti-immigrés est le fer de lance des attaques contre toute la classe ouvrière. Les intérêts de la classe ouvrière et des minorités doivent avancer ensemble, ou bien ils vont reculer séparément. Le mouvement ouvrier doit lutter pour ***les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et ceux qui fuient une répression réactionnaire***.

En plus de l'intensification de la guerre des bourgeoisies contre leurs propres masses ouvrières, l'anéantissement final de la révolution d'Octobre a renforcé la réaction sociale et, comme toujours, les femmes sont parmi les cibles principales. La contre-révolution dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est a paupérisé les femmes, les chassant de leur emploi et les renvoyant à la tyrannie de « Kinder, Kirche, Küche » [enfants, église, cuisine]. Dans toute l'Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, le droit à l'avortement est systématiquement remis en cause tandis que, dans ce qu'on appelle le « tiers-monde » (mais pas simplement là), les forces religieuses intégristes se déchaînent dans une terreur antifemmes, cherchant à renforcer tout obstacle familial et social à l'émancipation des femmes.

La pseudo-extrême gauche répand l'illusion que mettre les sociaux-démocrates au pouvoir est un moyen de « battre la droite » et les fascistes. C'est un mensonge pur et simple. Ces gouvernements persécutent sans relâche les immigrés tout en protégeant les gangs fascistes qui répandent leur terreur meurtrière. Faire appel à l'Etat bourgeois raciste pour interdire les fascistes c'est simplement suicidaire ; cela renforce l'arsenal de la répression d'Etat qui sera invariablement utilisée contre la gauche, et pas contre la droite. Nous luttons pour mobiliser la puissance sociale du prolétariat organisé à la tête de tous les opprimés afin d'écraser les provocations fascistes !

En Europe de l'Ouest les prolétaires à la peau foncée ne sont pas juste des victimes sans défense, ils sont une composante importante des forces ouvrières capables de détruire le système capitaliste raciste. Pour mobiliser le pouvoir du prolétariat multiethnique, il faut, cependant, lutter politiquement contre les directions social-démocrates parlementaires et syndicales. Celles-ci sont en effet une courroie de transmission pour le poison raciste à l'intérieur de la classe ouvrière et leur politique pro-capitaliste perpétue tout simplement les conditions qui favorisent la paupérisation et le désespoir des masses qui servent de bouillon de culture au développement des fascistes. Ce n'est que si l'on s'engage activement dans les luttes sociales urgentes contre l'oppression raciale et la répression, que l'on peut jeter les bases nécessaires à l'unité du prolétariat multiethnique contre la bourgeoisie. Mais les « dirigeants » ouvriers poursuivent la politique inverse, par exemple en intégrant les flics racistes dans les syndicats. Les flics ne sont pas des ouvriers ! Nous exigeons : flics hors des syndicats !

Pour écraser une fois pour toutes les fascistes – ces bandes armées que le capital garde en réserve pour les utiliser contre la classe ouvrière – il faut une révolution socialiste. Mais la pseudo-extrême gauche qui politiquement est à la traîne des partis sociaux-démocrates plus grands est totalement incapable d'un assaut généralisé contre le système capitaliste. Il est instructif que la plate-forme électorale du bloc LO-LCR dans les élections parlementaires européennes ne mentionne jamais le « socialisme », sans même parler de « révolution ». Pour ces réformistes timides, le programme maximum consiste à revenir au bon vieux temps de l'« Etat-Providence » – le programme de la social-démocratie ! On a une bonne mesure de la baisse du niveau de conscience prolétarienne depuis la destruction de l'URSS quand on voit que la plupart de ceux qui dans le passé prétendaient être pour la ***Quatrième*** Internationale fondée par Léon Trotsky et détruite par le révisionnisme, sont devenus ouvertement les porte-parole de la politique de la Deuxième Internationale, que l'héroïque Rosa Luxemburg décrivait déjà avec justesse comme un « cadavre puant » au moment de la Première Guerre mondiale ! A la nette différence de ces pseudo-trotskystes, qui acquiescent ouvertement à la domination du capital, nous luttons pour ***de nouvelles révolutions d'Octobre***, ce qui requiert de reforger la Quatrième Internationale comme le parti mondial de la révolution socialiste !

A bas Maastricht ! Pour une Europe ouvrière !

L'Union européenne, qui était précédemment un appendice diplomatique à l'alliance antisoviétique de l'OTAN, est aujourd'hui un auxiliaire instable au ser-

Suite page 10

Serbie...

Suite de la page 9

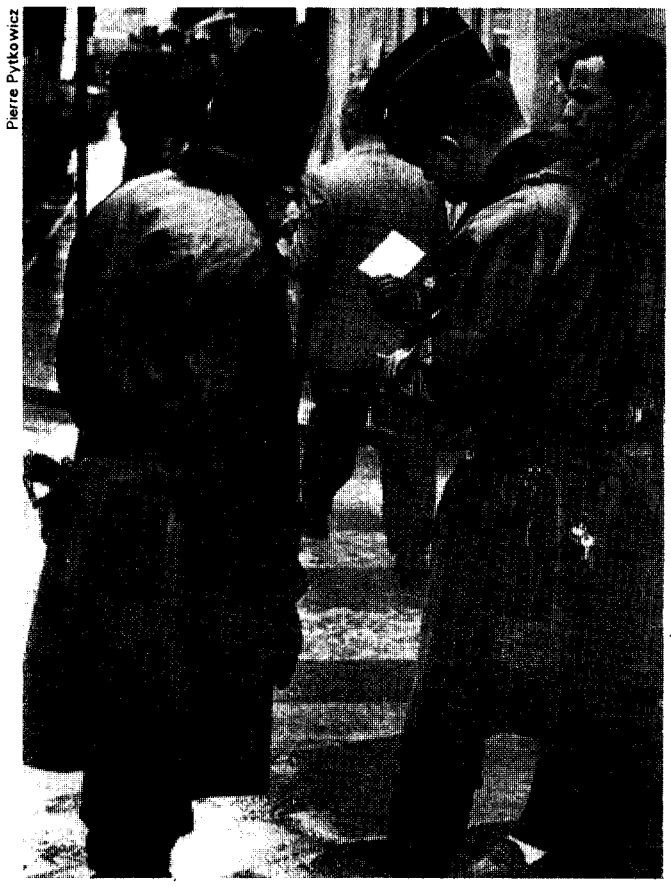
vice des priorités économiques, militaires et politiques des capitalistes européens, qui est dirigé contre les travailleurs d'Europe, les immigrés non-européens ainsi que contre les principaux rivaux impérialistes de l'Allemagne, les USA et le Japon. L'Union européenne, dont l'Allemagne est la composante la plus forte, est aussi le terrain sur lequel s'expriment les intérêts fondamentalement en conflit des principaux Etats bourgeois européens.

Etant donné que le capitalisme est organisé sur la base d'Etats-nations particuliers, la cause même des guerres impérialistes répétées pour rediviser le monde, il est impossible de mettre sur pied un Etat bourgeois pan-européen stable. La perspective d'un super-Etat européen progressiste telle que prônée par Jospin, Schröder et Cie n'est qu'un leurre. Comme Lénine l'a noté il y a longtemps, des Etats-Unis capitalistes d'Europe, c'est soit impossible soit réactionnaire : « *Certes, des ententes* **provisoires** *sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente entre capitalistes* **européens**... *dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées* **contre** *le Japon et l'Amérique* » (« A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », août 1915).

A l'opposé, Workers Power soutient vraiment que l'Union européenne est progressiste, du moins potentiellement; ils argumentent que « *jusqu'à un certain point les ouvriers européens seront mieux armés pour contre-attaquer à l'échelle d'un continent après la mise en application des accords de Maastricht* » (*Workers Power*, juin 1992). Ainsi, WP se fait le porte-parole de l'Europe capitaliste « unie ». Comme Trotsky l'écrivait à propos des centristes de son temps, « *Mais c'est une loi que quiconque a peur de rompre avec des social-patriotes deviendra inéluctablement leur agent* » (« Leçons d'Octobre », 4 novembre 1935). Dans une parodie de crétinisme parlementaire, WP appelle même à une assemblée constituante européenne !

De manière similaire LO avait une position abstentionniste sur Maastricht. En réalité, ces groupes se comportent comme des démocrates de gauche, en cherchant à donner un visage « démocratique » à la réaction capitaliste. Nous sommes avec Lénine. L'« unité » de l'Union européenne est dirigée contre le prolétariat et les opprimés : c'est pour bombarder la Yougoslavie, assurer l'ordre aux frontières contre les immigrés « clandestins », livrer Öcalan aux chambres de torture de la Turquie.

Une déclaration pour le parlement européen produite par le SLP de Scargill appelle à ce que la Grande-Bretagne sorte de l'Union européenne. Avec comme titre « Faites-nous entrer pour qu'on en sorte », la déclaration présente l'Union européenne et le traité de Maastricht comme la cause de l'augmentation du chômage et de la dégradation générale des conditions économiques. Ceci cache le fait que, avec ou sans traité de Maastricht, l'ennemi principal des travailleurs de chaque pays c'est « leur » propre bourgeoisie. La Grande-Bretagne de Thatcher fut la première à démanteler l'« Etat Providence » bien des années avant qu'il y ait une quelconque discussion sérieuse sur une monnaie européenne commune. Notre opposition à l'UE est basée sur une perspective internationaliste prolétarienne, non sur le protectionnisme nationaliste du SLP. Seul le renversement du capitalisme par la révolution ouvrière et la mise en place des ***Etats-Unis socialistes d'Europe***, partie intégrante d'une société socialiste mondiale, peut jeter les bases du développement des forces productives qui bénéficieront réellement à l'humanité.



Pierre Pytkowicz

Partout en Europe, les gouvernements capitalistes dirigés par les soi-disant socialistes terrorisent les immigrés et leurs enfants. Le gouvernement Jospin-Gayssot a décidé, quelques jours après avoir lancé ses bombardiers contre la Serbie, d'intensifier le plan raciste Vipirate. Le racisme anti-immigrés est le fer de lance des attaques contre toute la classe ouvrière.

Reforgeons la Quatrième Internationale

Fortement affectée par l'effondrement économique de l'Asie, l'économie japonaise a connu sa crise la plus importante depuis 50 ans. L'impérialisme japonais, pour sa part, réagit par une tentative agressive de remettre à neuf le militarisme bourgeois. Alors que les USA et leurs alliés de l'OTAN commençaient à déverser leurs missiles de croisière et leurs bombes sur la Serbie, la flotte japonaise tirait sur deux vaisseaux suspectés d'être des navires espions nord-coréens. C'était seulement la deuxième fois depuis la fin de la guerre que la flotte utilisait ses armes, l'autre fois étant en 1953 contre l'URSS au large d'Hokkaïdo.

Une déclaration du Groupe spartaciste du Japon (SGJ) notait : « *Bien qu'elle soutienne le massacre des Serbes par les USA et l'OTAN, la bourgeoisie japonaise est pleinement consciente que le rôle de gendarme en chef du monde que joue l'impérialisme américain est aussi dirigé contre elle, le principal rival impérialiste des Etats-Unis dans le Pacifique. Depuis la destruction de l'Union soviétique, le traité de sécurité américano-japonais correspond de moins en moins aux véritables intérêts de la bourgeoisie japonaise. L'impérialisme japonais, qui a déjà le deuxième budget militaire du monde, pousse à la révision des accords militaires pour préparer son armée de terre et sa marine au combat.* » En avançant « *Pas un homme, pas un yen pour l'armée impérialiste* », le SGJ insistait que la lutte contre la guerre impérialiste ne peut être conduite séparément et en dehors de la lutte de classe : « *Les ouvriers japonais doivent se joindre aux ouvriers, de l'Indonésie aux Philippines, dans la lutte pour une Asie socialiste, dans la défense militaire inconditionnelle de la Chine, de la Corée du Nord et du Vietnam contre une attaque impérialiste et pour la révolution politique ouvrière. Nous avons besoin d'un parti prolétarien intransigeant pour conduire la classe ouvrière au pouvoir d'Etat.* »

L'exacerbation des rivalités interimpérialistes qui se reflète dans la montée du militarisme bourgeois aux USA, en Europe et au Japon, exprime la loi fondamentale de l'impérialisme. L'impérialisme n'est pas une politique qui peut être rendue plus humanitaire, comme les libéraux et les réformistes le soutiennent, mais « le stade suprême du capitalisme », tel que Lénine l'a défini : « *L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.* »

Lénine polémiqua avec virulence contre la théorie de l'« ultra-impérialisme » de Kautsky, aujourd'hui ressuscitée sous le nom de « mondialisation » qui prétendait que les grandes puissances impérialistes pourraient se mettre d'accord pacifiquement pour exploiter en commun le monde par le capital financier uni internationalement. Lénine affirmait au contraire qu'« *il est* **inconcevable** *en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la* **force** *de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc.* » Les puissances impérialistes, peu nombreuses, se sont engagées dans une lutte sans merci pour améliorer leur compétitivité relative en augmentant le taux d'exploitation de leur classe ouvrière nationale, en pillant le monde colonial et semi-colonial et en s'accaparant les marchés aux dépens de leurs rivaux. Ainsi, ils préparent le terrain à de nouvelles guerres pour le repartage du monde selon la puissance relative changeante de chacun des impérialistes. Comme Lénine l'affirmait : « [...] *les alliances "interimpérialistes" ou "ultra-impérialistes" ne sont* **inévitablement**, *quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant* **toutes** *les puissances impérialistes, que des "trêves" entre des guerres* » (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme »).

L'opinion avancée par la soi-disant extrême gauche comme Workers Power par exemple, selon laquelle on peut construire un super-Etat capitaliste européen avec des moyens pacifiques, est juste une variante dernier modèle de la théorie de Kautsky. Une autre variante, c'est la thèse selon laquelle l'existence d'armes nucléaires empêchera les impérialistes capitalistes – du moins les impérialistes « démocratiques » – d'avoir recours à une nouvelle guerre mondiale. Dans une polémique contre le Comité pour une internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe nous avons fait remarquer que cela démontrait une touchante confiance dans les impérialistes démocratiques, qui avaient lâché gratuitement des bombes atomiques sur leur ennemi déjà vaincu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui l'« extrême gauche » qui s'attend à de la rationalité et de la retenue de la part des dirigeants impérialistes a délibérément la mémoire courte : les criminels qui ont rasé le Vietnam à coups de bombes n'ont pas grand-chose de rationnel, et encore moins des scrupules.

Il y a un aspect de sotte suffisance chez la bourgeoisie américaine quand elle présume que la faiblesse et l'endettement de la Russie l'empêcheront d'intervenir militairement. La Russie des tsars n'était guère puissante quand elle a choisi d'entrer en guerre contre l'Autriche (et donc contre l'Allemagne) pendant la Première Guerre mondiale. Aucun des combattants ne s'est livré à de quelconques calculs « rationnels » ; ils s'attendaient tous à ce que la guerre ne dure que quelques courts mois. C'est comme ça que les guerres commencent et nos opposants centristes sont de ce point de vue aussi insensés que les bourgeoisies à la traîne desquelles ils sont. Ce n'est pas à un système rationnel que nous avons affaire mais à l'impérialisme. ***Seule la révolution socialiste mondiale peut sauver l'humanité d'une issue barbare.***

Au lendemain de la prise du pouvoir par Hitler, Trotsky, le dirigeant révolutionnaire russe et fondateur de la Quatrième Internationale, écrivait : « *La catastrophique crise commerciale, industrielle, agraire et financière, la rupture des liens économiques, le déclin des forces productives de l'humanité, l'insupportable aggravation des contradictions de classe et des contradictions nationales marquent le crépuscule du capitalisme et confirment pleinement la caractérisation de Lénine de notre époque comme* **celle des guerres et des révolutions.** » Il concluait « La guerre et la Quatrième Internationale » (1934) en affirmant : « *Il est en tout cas indiscutable qu'à notre époque seule l'organisation qui se fonde sur des principes internationaux et entre dans les rangs du parti mondial du prolétariat peut plonger ses racines dans le sol national.* **La lutte contre la guerre signifie maintenant la lutte pour la IVe Internationale !** » Nous cherchons à poursuivre le travail commencé par le camarade Trotsky : ***Reforgeons la Quatrième Internationale !***

Ligue communiste internationale,
le 21 avril 1999

Abonnez-vous à Workers Vanguard !

Bi-hebdomadaire de la Spartacist League/US

150 FF pour un an

(22 numéros, incluant :
Spartacist et
Black History and the Class Struggle)

Ecrire au ***Bolchévik*** :
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Öcalan...

Suite de la page 3

mort des travailleurs et des opprimés partout dans le monde. Des bombardiers américains décollent de la base de l'OTAN d'Incirlik, en Turquie, pour bombarder l'Irak jusqu'à le faire retourner à l'âge de pierre. Les impérialistes allemands stationnent à nouveau des troupes dans l'ex-Yougoslavie, où pendant la Deuxième Guerre mondiale ils ont assassiné un cinquième de la population. L'aviation allemande, avec ses alliés de l'OTAN, prépare maintenant des frappes aériennes contre la Serbie. Nous, trotskystes, disons : ***Bundeswehr, ONU, OTAN: Hors des Balkans ! A bas l'embargo de famine de l'ONU contre l'Irak ! Défense de l'Irak contre les attaques impérialistes ! Armée turque: Hors des territoires kurdes maintenant !***

Aujourd'hui la plupart des Kurdes vivent dans des centres industriels, d'Istanbul à Berlin. C'est la classe ouvrière, y compris sa composante stratégique d'ouvriers d'origine kurde et turque, qui produit toute la richesse de la société et a le pouvoir d'écraser le système capitaliste exploiteur. Ces ouvriers peuvent servir de pont vivant entre la lutte kurde pour l'indépendance et la lutte pour la révolution socialiste au Proche-Orient, en luttant pour étendre la révolution prolétarienne au cœur impérialiste de l'Europe de l'Ouest. L'unité, par-delà les lignes nationales et ethniques, des ouvriers kurdes, turcs et allemands les plus conscients, serait une arme puissante dans la lutte pour émanciper tous les travailleurs de l'exploitation capitaliste. Cette perspective révolutionnaire, prolétarienne et internationaliste exige une lutte politique aiguë contre les dirigeants sociaux-démocrates traîtres – le SPD et le PDS – qui organisent la terreur d'Etat et divisent les ouvriers au moyen de l'agitation raciste et du chauvinisme. Seul un parti trotskyste mobilisant les ouvriers kurdes, turcs et allemands contre la politique de diviser pour régner de la classe dirigeante et de ses lieutenants sociaux-démocrates dans le mouvement ouvrier, seul un tel parti trotskyste pourra mobiliser systématiquement pour la révolution socialiste et vaincre toutes les manifestations de nationalisme et de collaboration de classes.

Les 25 ou 30 millions de Kurdes du Proche-Orient constituent la plus grande nation du monde sans son propre Etat. Depuis la chute de l'empire ottoman turc pendant la Première Guerre mondiale, le peuple kurde a été morcelé essentiellement entre quatre pays – la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak, avec de petites communautés kurdes dispersées dans les républiques caucasiennes de l'ex-Union soviétique. De réaliser un Kurdistan indépendant exige le renversement révolutionnaire d'au moins quatre puissances capitalistes dans la région. C'est cela la perspective trotskyste de la ***révolution permanente*** – c'est-à-dire que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux à l'époque impérialiste, seul le prolétariat au pouvoir peut accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. Cette perspective est opposée aux illusions répandues par les nationalistes petits-bourgeois qui font appel à ceux qui oppriment directement le peuple kurde et à leurs parrains impérialistes. La lutte pour l'émancipation nationale et sociale kurde requiert une direction révolutionnaire – la construction de partis trotskystes enracinés dans les prolétariats du Proche-Orient et d'Europe –, une Quatrième Internationale reforgée pour lutter en tant que parti mondial de la révolution socialiste. La construction d'un tel parti est la tâche à laquelle nous nous vouons. ***Pour une république socialiste du Kurdistan unifié !***

Berlin, le 18 février 1999

Femmes et Révolution

Pleins droits...

Suite de la page 12

Dans sa publication *Cahiers du féminisme*, la LCR titre : « *En mai dernier, à la veille de la conférence sur la famille, on nous promettait une vraie politique familiale de gauche* » (novembre 1998). On est bien loin des jours où la LCR nageait dans le courant du féminisme bourgeois et où les militantes de la LCR constituaient des instances féministes pour s'opposer aux hommes dans leur propre organisation. Toujours à la traîne de ce qui est à la mode dans la petite-bourgeoisie, la LCR devint vite une organisation « respectable » soutenant le front populaire de Mitterrand. En conséquence, ses partisans de la nouvelle guerre froide dirigée par les sociaux-démocrates ont soutenu des forces virulemment anti-femmes. Après avoir soutenu Khomeiny et les intégristes islamistes anti-femmes et anti-homosexuels en Iran, la LCR s'est rangée, en 1979-80, du côté des mollahs afghans qui dépeçaient les instituteurs qui apprenaient à lire et à écrire aux petites filles. Elle a soutenu, en Pologne, en 1980-81, l'organisation cléricale-nationaliste Solidarność, agent direct du Vatican et de la CIA pour la contre-révolution capitaliste en Pologne, pour laquelle la destruction du droit à l'avortement était une « guerre sainte ».

Aujourd'hui, la LCR en arrive à prôner les « valeurs de la République ». Dans les mêmes *Cahiers du féminisme*, Christian Marcq nous dit : « *Lamentable est le spectacle que nous donne une social-démocratie incapable de défendre une valeur républicaine aussi fondamentale que celle de l'égalité en droit* ». Mais la république, c'est la république bourgeoise, avec son cortège de massacres dans les colonies (les centaines de milliers de morts perpétrés de Madagascar à l'Algérie en passant par l'Indochine ou la Nouvelle-Calédonie), au nom de laquelle les jeunes femmes voilées sont exclues des écoles et rejetées dans leurs familles et dans les écoles coraniques, au nom de laquelle des minorités comme les Basques se voient nier tout droit à l'autodétermination, au nom de laquelle la bourgeoisie est prête, comme pour les deux guerres mondiales, à envoyer au massacre des milliers de jeunes ouvriers pour défendre ses intérêts rapaces.

LO s'est également prononcée en faveur du PACS, ce qui peut surprendre étant donné la réputation homophobe de cette organisation. Ainsi, en 1992, elle avait refusé la participation à sa fête d'Act-Up, une organisation de défense des homosexuels. Pour avoir protesté contre cette exclusion sur la base de notre programme communiste, nous avons d'ailleurs été exclus de la fête (cf. *le Bolchévik* n°120, septembre 1992).

Malgré le fait qu'ils prétendent au nom de la cause des femmes soutenir l'exclusion des lycéennes qui portent le *hidjeb*, LO n'a eu aucun état d'âme à soutenir, comme la LCR, PO, etc., toutes sortes de forces anti-femmes et anti-homosexuels, de Solidarność aux mollahs afghans, afin de précipiter la chute de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Nous, par contre, défendions l'URSS et les acquis sociaux de la révolution d'Octobre qui avaient subsisté avec la propriété collectivisée. Aujourd'hui, de Berlin à Tachkent, les femmes ont vu le droit à l'avortement, la santé gratuite, l'éducation, le plein emploi remis en cause, sans parler des femmes de l'Afghanistan qui ont été livrées aux mollahs après le retrait de l'Armée rouge tant réclamé par les pseudo-trotskystes.

Gareth Watkins, Reuters

Face aux bigots, le gouvernement Jospin-Gayssot a reculé en clamant que le PACS ne remettait pas en cause la famille bourgeoise, le pilier de l'ordre capitaliste.

Octobre 17 a jeté les bases pour la fin de l'oppression

Les bolchéviks savaient que la division sexuelle du travail et l'exclusion des femmes de la production étaient la source d'oppression sociale dans une société de classes. Ils ont en 1917 commencé, dans la mesure des possibilités économiques, à développer des structures collectives (crèches, cantines, laveries, etc.) donnant les moyens matériels de libérer les femmes. Ainsi libérées des tâches domestiques, les femmes pouvaient agir à part entière dans la société.

Les bolchéviks considéraient toute relation sexuelle d'ordre privé et ils ont mis en place une législation mettant fin à toute discrimination. Le directeur de l'institut de Moscou d'hygiène sociale, Grigorii Batkis, a écrit dans sa brochure *La révolution sexuelle en Russie* : « [La nouvelle législation soviétique] *déclare la non-interférence absolue de l'Etat et de la société dans les affaires sexuelles, tant que nul n'est blessé et que les intérêts de personne ne sont empiétés.* [...] *Concernant l'homosexualité, la sodomie et toute autre forme de gratification sexuelle qui sont considérées comme une offense contre la moralité publique dans la législation européenne – la législation soviétique les traite exactement de la même façon que les rapports sexuels dits "naturels". Toute forme de rapport sexuel est une affaire d'ordre privé.* » Pour la première fois dans l'histoire, les homosexuels connaissaient une législation les protégeant. Cette même législation abolissait aussi la distinction qui était faite entre enfant « légitime » et enfant « illégitime ».

La jeune république soviétique fournissait de nouvelles possibilités pour l'expression du potentiel humain. Mais beaucoup de la liberté vivifiante des premières années a été éteinte dans la dégénérescence bureaucratique subie par l'Etat ouvrier soviétique. La contre-révolution politique stalinienne en 1923-24, qui a pu prendre place en raison de l'isolement du jeune Etat soviétique, a restauré de nombreux préjugés bourgeois et des institutions sociales responsables de l'oppression des femmes et des homosexuels, notamment la structure familiale. Trotsky explique dans *la Révolution trahie* comment la caste bureaucratique stalinienne a réhabilité la famille, présentée comme « le fondement sacré du socialisme triomphant ». En mars 1934 a été votée une loi punissant les actes homosexuels d'emprisonnement. Et peu après, l'avortement allait être interdit pour vingt ans. La vieille garde bolchévique qui avait dirigé la révolution d'Octobre a, quant à elle, été physiquement liquidée, et le capitalisme a finalement été restauré en 1991-92.

Nous luttons pour de nouvelles révolutions d'Octobre où la classe ouvrière, seule, par sa place dans la société, à pouvoir renverser le système capitaliste, drainera derrière elle toutes les minorités opprimées dans une lutte contre la bourgeoisie.

Deutscher, biographe de Trotsky, explique dans *De l'homme socialiste* en 1966 : « *Trotsky parlait ainsi des trois tragédies dont souffrait l'humanité : la faim, le sexe et la mort. La faim est l'adversaire dont le marxisme et le mouvement ouvrier moderne relèvent le défi.* [...] *Oui, le sexe et la mort poursuivront encore l'Homme Socialiste ; mais nous sommes convaincus qu'il sera mieux équipé que nous pour leur faire face.* » ■

Supplément au *Bolchévik*

Cet article, traduit de *Workers Vanguard* (n° 704, janvier), développe la position léniniste sur la question nationale dont l'importance s'est accrue dans la période post-soviétique. Il dénonce les capitulations de l'Internationalist Group devant le nationalisme bourgeois à Porto Rico et en Amérique latine.

3 francs

Pour toute commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

LE BOLCHÉVIK 3 F

Les centristes de l'IG flattent le nationalisme latino-américain

Pour le droit à l'indépendance de Porto-Rico !

LE BOLCHEVIK 4

Le gouvernement PS-PC recule face à la campagne réactionnaire contre le PACS

Pleins droits démocratiques pour les homosexuels !

Le Pacte civil de solidarité (PACS) a été adopté le 7 avril en seconde lecture à l'Assemblée nationale. Cette réforme permet à des couples non mariés, hétérosexuels ou homosexuels, d'obtenir quelques droits en ce qui concerne les impôts, le logement ou la succession en cas de décès d'un partenaire.

En tant que marxistes nous pensons que le statut marital devrait être sans importance : tout individu devrait avoir les mêmes sécurités concernant la santé, le logement et les enfants. Nous sommes contre toutes les discriminations contre les homosexuels. Ils doivent avoir les mêmes droits que tout le monde, y compris de bénéficier des avantages accordés aux couples hétérosexuels. Pour nous les orientations ou les pratiques sexuelles sont d'ordre privé : ***Flics, curés, hors des chambres à coucher !*** Même si les nouveaux droits liés au PACS sont très limités, nous les soutenons. Sous le capitalisme, les droits démocratiques, en particulier pour les minorités ethniques, les femmes, les homosexuels et les autres secteurs opprimés sont nécessairement partiels et fragiles, et ils peuvent être renversés.

L'oppression des homosexuels est directement liée à l'oppression des femmes dans le pilier de l'ordre capitaliste qu'est la famille bourgeoise. Comme le dit Engels dans « l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat », « *Souveraineté de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne pussent être que de lui et destinés à hériter de sa fortune* », tels sont les buts exclusifs du mariage conjugal et de la famille mononucléaire, dans laquelle le rôle de la femme est de produire et élever des enfants. Les homosexuels subissent l'ostracisme social parce que l'homosexualité va à l'encontre de cette conception de façon flagrante. La famille est l'unité de base de la société capitaliste dans laquelle le conservatisme social et la soumission à l'autorité sont transmis aux nouvelles générations, et où la dépendance économique et l'esclavage domestique sont imposés aux femmes. Cette oppression ne peut être déracinée qu'avec le renversement du système capitaliste.

Le projet du PACS avait été initialement proposé par les députés Jean-Marc Ayrault du PS et Jean-Pierre Michel du Mouvement des citoyens (MDC). Le MDC est le parti bourgeois chauvin de Chevènement, le ministre des flics (et ex-ministre de la guerre de Mitterrand). Ce courant nationaliste de la bourgeoisie se préoccupe du fait qu'entre 4 et 5 millions de personnes vivent en concubinage au lieu de se marier et se retrouvent en quelque sorte « hors-la-loi ». Le PACS permet de mettre de l'ordre dans cette « anarchie » et de donner à ces couples un cadre juridique correspondant plus aux normes bourgeoises. Ceci dit, le PACS procure au passage des aménagements pratiques pour les homosexuels et donc nous le soutenons.

Mais le PS et le PC ont été immédiatement confrontés à une opposition réactionnaire autour de cette proposition, y compris dans leurs propres rangs. La réaction s'est mobilisée, de l'Eglise catholique aux intégristes, des associations de défense de la famille aux fascistes, culminant dans une manifestation à Paris, le 31 janvier, regroupant 100 000 réactionnaires, bigots, intégristes et fascistes. Sur le parcours de la manifestation, une banderole d'Act-Up dénonçant cette orgie d'homophobie a été mise à terre, les militants agressés. Et le gouvernement a reculé. Les députés PS et PC ont commencé par s'absenter le 9 octobre 1998, lors du premier débat à l'Assemblée nationale, permettant à la droite de renvoyer le projet. Et quand ils ne se sont pas absentés, c'était pour clamer qu'avec le PACS, ils ne remettaient pas en cause la famille bourgeoise ou le mariage. Aujourd'hui, le PC reconnaît officiellement des droits pour les homosexuels en reconnaissant l'évolution de la société et le recul du mariage. Cela après avoir considéré pendant des décennies les homosexuels comme des « malades » et les avoir jetés à l'opprobre. Leur caractérisation était inséparable de leur défense réactionnaire, puritaine et moraliste de la famille bourgeoise.

Francine Bajande

Même s'ils sont très limités, nous soutenons les droits liés au PACS. Les homosexuels doivent avoir les mêmes droits que tout le monde. Non aux discriminations contre les homosexuels !

Femmes et Révolution

Le gouvernement capitaliste actuel, comme les gouvernements précédents de droite, se nourrit de la réaction sociale pour maintenir les ouvriers et les opprimés « à leur place ». Et il se sert de cette réaction contre les ouvriers pour défendre les intérêts de la bourgeoisie. Ainsi avec l'expulsion massive de dizaines de milliers d'ouvriers immigrés dont la bourgeoisie n'a plus besoin, le gouvernement Jospin-Gayssot mène des campagnes racistes qui attisent les préjugés les plus rétrogrades et qui lui servent à diviser et à paralyser la classe ouvrière. Certaines de ces campagnes ont été reprises par des organisations d'« extrême gauche », comme l'exclusion des jeunes femmes voilées des écoles ou la chasse aux jeunes issus de l'immigration, sous le mot de code raciste de « casseurs ».

Les campagnes d'ordre moral anti-homosexuels que le gouvernement a menées dès son arrivée au pouvoir avaient le même objectif de maintien de l'ordre bourgeois. Deux semaines après avoir été élu, il a fait arrêter plus de 700 personnes dans le cadre d'une chasse aux sorcières pour le soi-disant crime de posséder des cassettes vidéos jugées « pornographiques à caractère pédophile » (cf. notre article « A bas la chasse aux sorcières du gouvernement Jospin » dans *le Bolchévik* n°143, été 1997). Pour la Gay Pride de l'année dernière, ce gouvernement avait interdit le concert prévu et instauré un véritable couvre-feu pour les bars gays du Marais afin de faire place nette et rendre Paris « présentable » pour les touristes du Mundial.

Pour en finir définitivement avec l'oppression sociale, il faut une société socialiste dans laquelle les bases matérielles auront été jetées pour le remplacement de la famille. Le travail domestique actuellement assumé par les femmes sera pris en charge par la société, et les femmes ne seront plus considérées comme celles qui doivent avoir uniquement des enfants et entretenir la famille, mais comme des êtres humains à part entière. Pour y arriver, il faut chasser la bourgeoisie, cette minorité de la population qui détient les moyens de production et les défend avec ses flics, son armée et son gouvernement. Il faut que la classe ouvrière, dirigée par un parti révolutionnaire multiethnique internationaliste, fasse une révolution et instaure son propre pouvoir d'Etat.

Les pseudo-trotskystes (LCR, LO, PO) se sont emparés du PACS pour argumenter que si la classe ouvrière fait suffisamment pression sur le gouvernement Jospin ils peuvent obtenir des réformes. Mais le PACS n'est pas une réforme qui remet en cause la famille bourgeoise et encore moins qui touche d'une quelconque manière aux profits capitalistes. Il en serait bien autrement pour des réformes attaquant directement les intérêts de la bourgeoisie comme leur proposition d'« interdire » les licenciements ou de « taxer les riches » !

Suite page 11

Marcel Mochet, AFP

Le PACS a polarisé la société. Début octobre 1998, des pro-PACS affrontent des réactionnaires homophobes dans les rues de Rennes.